

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,

P.-Y. DERMAGNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3658 (2023-2024)

Compte rendu intégral : 21 décembre 2023.

Art. 3. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

P.-Y. DERMAGNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3658 (2023-2024)

Integraal Verslag : 21 december 2023.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/48506]

21 DECEMBRE 2023. — Loi relatif à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers, à la détention de stocks stratégiques additionnels destinés à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique, à la gestion de crise d'approvisionnement pétrolière et à l'organisation d'ASEVA

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er} La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution. Elle transpose la directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers.

Elle met en œuvre l'Accord relatif à un programme international de l'énergie et l'Annexe, faits à Paris le 18 novembre 1974.

Cette loi établit un cadre pour la gestion de crise d'approvisionnement pétrolière en Belgique et prévoit également la possibilité d'étendre le système de stockage stratégique à tout autre produit énergétique contribuant directement à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° ASEVA: l'Agence de Stockage Énergétique, anciennement connue comme APETRA, chargée, en tant que société anonyme de droit public, en vertu de la présente loi, de la détention et de la gestion des stocks obligatoires de pétrole et de produits pétroliers comme fixé à l'article 5, § 1^{er}, et de stocks stratégiques additionnels comme fixé au chapitre 3;

2° le ministre: le ministre ayant l'Énergie dans ses attributions;

3° Direction générale: la Direction générale de l'Énergie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie;

4° Direction générale de l'Inspection économique: la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie;

5° Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances: l'administration compétente pour la perception des droits à l'importation et à l'exportation et des accises;

6° directive 2009/119/CE: la directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/48506]

21 DECEMBER 2023. — Wet betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten, de aanhouding van bijkomende strategische voorraden voor de energiebevoorrading van het land in geval van een energiecrisis, het beheer van een aardoliebevoorradingcrisis en de organisatie van ASEVA

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet. Zij voorziet in de omzetting van de Richtlijn 2009/119/EG van de Raad van 14 september 2009 houdende verplichting voor de lidstaten om minimumvoorraden ruwe aardolie en/of aardolieproducten in opslag te houden.

De wet geeft uitvoering aan de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma en van de Bijlage, opgemaakt te Parijs op 18 november 1974.

Deze wet stelt een kader vast voor het beheer van de aardoliebevoorradingcrisis in België en voorziet ook in de mogelijkheid om het strategische voorraadstelsel uit te breiden tot alle andere energieproducten die op directe wijze bijdragen tot de energiebevoorrading van het land in geval van een energiecrisis.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° ASEVA: het Energievoorradenagentschap, voorheen gekend als APETRA, dat als naamloze vennootschap van publiek recht krachtens deze wet belast met het aanhouden en beheren van de verplichte voorraden aardolie en aardolieproducten zoals bepaald in artikel 5, § 1, alsook de bijkomende strategische voorraden zoals bepaald in hoofdstuk 3;

2° de minister: de minister bevoegd voor Energie;

3° Algemene Directie: de Algemene Directie Energie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

4° Algemene Directie Economische Inspectie: de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

5° Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën: de administratie die belast is met de inning van in- en uitvoerrechten en accijnzen;

6° Richtlijn 2009/119/EG: de Richtlijn 2009/119/EG van de Raad van 14 september 2009 houdende verplichting voor de lidstaten om minimumvoorraden ruwe aardolie en/of aardolieproducten in opslag te houden;

7° règlement (CE) n° 1099/2008: règlement (CE) n° 1099/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie;

8° l'Accord relatif à un programme international de l'énergie: l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, et son Annexe, faits à Paris le 18 novembre 1974;

9° AIE: l'Agence Internationale de l'Énergie;

10° stocks obligatoires: les stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers à détenir par la Belgique afin de répondre aux obligations internationales en ce qui concerne la détention d'un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers, résultant de la directive 2009/119/CE et de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie;

11° stocks stratégiques additionnels: stocks de tout autre produit énergétique non-pétrolier contribuant directement à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique;

12° stocks mis à disposition: les stocks de pétrole brut, de produits intermédiaires du pétrole et de produits pétroliers, et les stocks stratégiques additionnels, propriété de la société ou de l'instance qui les met à disposition, qui ont été réservés pour une période déterminée pour ASEVA ou pour une autre entité centrale de stockage avec un droit d'achat au cas où une crise d'approvisionnement surviendrait pendant cette période;

13° stocks de sécurité: tous les stocks de pétrole brut et/ou produits pétroliers qu'un autre État membre de l'Union européenne ou son entité centrale et/ou ses entreprises gèrent sur le territoire belge pour respecter la directive 2009/119/CE;

14° stocks spécifiques: les stocks de produits clés qui sont la propriété de l'État membre de l'Union européenne ou de l'entité centrale qu'il a établie, et dans lesquels pour chaque produit clé un nombre donné de jours de consommation devra être maintenu. Les stocks spécifiques sont maintenus sur le territoire de l'Union européenne;

15° stocks commerciaux: les stocks pétroliers détenus par les sociétés pétrolières enregistrées dont la présente loi n'impose pas le maintien;

16° Entité centrale de stockage (entité centrale): l'organisme ou le service auquel des pouvoirs sont conférés par un État pour acquérir, maintenir ou vendre des stocks obligatoires, stocks de sécurité, stocks spécifiques et stocks stratégiques additionnels de cet État;

17° crise énergétique: une situation d'urgence telle que définie à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence, ou toute autre situation conduisant ou pouvant conduire à une crise d'approvisionnement énergétique, pétrolière ou non pétrolière, au niveau international, national ou local reconnue comme telle par le ministre;

18° crise d'approvisionnement pétrolière: une réduction de l'approvisionnement pétrolier dépassant les seuils visés aux articles 13, 14 et 17 de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, ou une situation internationale, nationale ou locale reconnue comme telle par:

- a) une décision du Conseil d'Administration de l'AIE, ou par
- b) une décision de la Commission européenne, ou par
- c) une décision du ministre. Le ministre détermine également la fin de la crise d'approvisionnement;

19° phase de vigilance: période précédant une crise d'approvisionnement pétrolière caractérisée par la reconnaissance, par le Bureau national du pétrole, de tout élément susceptible d'indiquer, au sein du contexte local, national ou international, des difficultés d'approvisionnement, y compris des pénuries, une mobilité et/ou une accessibilité réduite des stocks pétroliers;

20° société pétrolière enregistrée: toute personne physique ou morale, enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises belge, qui pour son compte propre ou pour le compte de tiers, produit, achète, importe, exporte, raffine, détient, transforme, emploie, répartit, offre en vente, vend, livre ou transporte du pétrole et/ou des produits pétroliers, et qui se fait enregistrer auprès de la Direction générale;

21° mise à la consommation: la quantité de produits pétroliers mise à la consommation au sens des articles 6, 35, 36 et 37 de la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise, y compris les quantités qui sont livrées à l'aviation internationale;

7° Verordening (EG) nr. 1099/2008: Verordening (EG) nr. 1099/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 betreffende energiestatistiek;

8° Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma: de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma en zijn Bijlage, opgemaakt te Parijs op 18 november 1974;

9° IEA: het Internationaal Energie Agentschap;

10° verplichte voorraden: de door België aan te houden voorraden ruwe aardolie en/of aardolieproducten om te voldoen aan de internationale verplichtingen tot het aanhouden van een minimumvoorraad ruwe aardolie en/of aardolieproducten, voortvloeiend uit de Richtlijn 2009/119/EG en de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma;

11° bijkomende strategische voorraden: voorraden van alle andere niet-olie gerelateerde energieproducten die op directe wijze aan de energiebevoorrading van het land bijdragen in geval van een energiecrisis;

12° ter beschikking gestelde voorraden: de voorraden ruwe aardolie, halffabricaten van aardolie en aardolieproducten en de bijkomende strategische voorraden, eigendom van de ter beschikking stellende onderneming of instantie, die voor een bepaalde periode voor ASEVA of een andere centrale entiteit voor de voorraadvorming gereserveerd zijn met aankooprecht in geval tijdens die periode een bevoorradingscrisis uitbreekt;

13° veiligheidsvoorraden: alle voorraden ruwe aardolie en/of aardolieproducten die een ander lidstaat van de Europese Unie of zijn centrale entiteit en/of zijn ondernemingen op het Belgisch grondgebied beheren ter naleving van de Richtlijn 2009/119/EG;

14° speciale voorraden: de voorraden sleutelproducten die eigendom zijn van de lidstaat van de Europese Unie of de door hem ingestelde centrale entiteit, en waarbij er voor elk sleutelproduct een bepaald aantal verbruikersdagen voorraden dient te worden aangehouden. De speciale voorraden worden op het grondgebied van de Europese Unie aangehouden;

15° commerciële voorraden: de aardolievoorraden van geregistreerde aardoliemaatschappijen die niet krachtens een in deze wet vervatte verplichting worden aangehouden;

16° Centrale entiteit voor de voorraadvorming (centrale entiteit): de instelling of dienst waaraan door een Staat de bevoegdheid wordt gegeven met het oog op het kopen, in stand houden en verkopen van verplichte voorraden, veiligheidsvoorraden, speciale voorraden en bijkomende strategische voorraden van deze Staat;

17° energiecrisis: een noodsituatie zoals bepaald in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning, of elk andere situatie die bijdraagt of kan bijdragen aan een energiebevoorradingscrisis, al dan niet gerelateerd aan een aardoliebevoorradingscrisis, op internationale, nationale of lokale schaal als dusdanig erkend door de minister;

18° aardoliebevoorradingscrisis: een vermindering van de olievoorziening die de drempelwaarden, zoals bedoeld in de artikelen 13, 14 en 17 van de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma, overschrijdt, of een situatie op internationaal, nationaal of lokaal niveau als dusdanig erkend door:

- a) een beslissing van de Raad van Bestuur van het IEA of
- b) een beslissing van de Europese Commissie of
- c) een beslissing van de minister. De minister bepaalt ook het einde van de bevoorradingscrisis;

19° fase van waakzaamheid: periode die voorafgaat aan een aardoliebevoorradingscrisis, die wordt gekenmerkt door de vaststelling door het Nationaal Oliebureau van alle elementen binnen de lokale, nationale of internationale context die kunnen wijzen op bevoorradingproblemen, waaronder tekorten, een verminderde mobiliteit en/of toegankelijkheid van de aardolievoorraden;

20° geregistreerde aardoliemaatschappij: elke in de Belgische Kruispuntbank van Ondernemingen ingeschreven natuurlijke persoon of rechtspersoon die voor eigen rekening of voor rekening van derden, aardolie en/of aardolieproducten produceert, aankoopt, invoert, uitvoert, raffineert, in opslag houdt, verwerkt, verbruikt, verdeelt, te koop aanbiedt, verkoopt, levert of vervoert, en die zich bij de Algemene Directie laat registreren;

21° uitslag tot verbruik: de hoeveelheid aardolieproducten die in verbruik wordt gesteld in de betekenis van de artikelen 6, 35, 36 en 37 van de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen, met inbegrip van de hoeveelheden die geleverd worden aan de internationale luchtvaart;

22° accord intergouvernemental: un accord, quel que soit sa désignation, entre la Belgique et un autre État relatif à la détention de stocks obligatoires, de stocks de sécurité, de stocks spécifiques ou de stocks stratégiques additionnels;

23° année de référence: l'année civile des données de consommation ou d'importation nette utilisées pour calculer le niveau de stocks à détenir ou le niveau des stocks effectivement détenus à un moment déterminé;

24° année de stockage: période de douze mois commençant le 1^{er} juillet de l'année;

25° soutes maritimes internationales: les stocks définis à l'annexe A, point 2.1.5, du règlement (CE) n° 1099/2008;

26° consommation intérieure: le total des quantités livrées en Belgique pour l'ensemble des usages énergétiques et non énergétiques, calculé conformément à l'annexe 2 de la présente loi. Il comprend les livraisons au secteur de la transformation, à l'industrie, au secteur des transports, aux ménages et aux secteurs pour consommation finale. Il comprend également la consommation propre du secteur de l'énergie, à l'exception du combustible de raffinerie;

27° produits clés: les produits pétroliers dont la consommation intérieure en équivalent pétrole brut, pour l'année de référence, représente au moins septante-cinq pour cent de la consommation intérieure totale.

L'équivalent en pétrole brut visé au premier alinéa est calculé en appliquant un coefficient multiplicateur de 1,2 à la somme des "livraisons intérieures brutes observées" agrégées, telles que définies à l'annexe C, section 3.2.2.11 du règlement (CE) n° 1099/2008, pour les produits inclus dans les catégories utilisées ou concernées. Les soutes maritimes internationales ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Les produits clés ne peuvent se composer que d'un ou de plusieurs produits listés à l'article 9 de la directive 2009/119/CE et définis à l'annexe A, chapitre 3.4., du règlement (CE) n° 1099/2008;

28° tâches de gestion: les tâches ayant trait à la gestion des stocks obligatoires, des stocks de sécurité et des stocks spécifiques, à l'exception de la vente ou de l'acquisition de ces derniers;

29° biocarburant: un combustible liquide ou gazeux utilisé pour le transport et produit à partir de la biomasse, la "biomasse" étant la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (y compris les substances végétales et animales), de la sylviculture et de ses industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers;

30° additifs: les substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin de modifier ses propriétés.

Chapitre 2 — Règles concernant les stocks obligatoires de pétrole et de produits pétroliers à détenir par la Belgique pour répondre à ses engagements internationaux

Section 1^{re}. — Détermination des stocks pétroliers à détenir par ASEVA

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, les produits pétroliers énumérés à l'annexe A, chapitre 3.4. du Règlement (CE) n° 1099/2008 sont répartis dans les catégories suivantes:

1° essences pour véhicules à moteur et carburants pour avions (essences pour avions et carburateurs du type essence);

2° gasoil de chauffage, gasoil-diesel, pétrole lampant et carburateurs du type kérosène;

3° combustibles résiduels.

§ 2. Le ministre détermine la liste des codes de la nomenclature combinée ou des produits qui correspondent à ces catégories.

Art. 4. § 1^{er}. Les stocks obligatoires sont au moins égaux à la plus grande des quantités suivantes: soit 90 jours d'importations journalières moyennes nettes, soit 61 jours de consommation intérieure journalière moyenne.

§ 2. Les importations journalières moyennes nettes à prendre en compte sont calculées sur la base de l'équivalent en pétrole brut des importations durant l'année civile précédente, établie selon la méthode et les modalités exposées à l'annexe 1^{re} de la présente loi.

22° intergouvernementale overeenkomst: een akkoord, ongeacht de benaming ervan, tussen België en een andere Staat, betreffende de aanhouding van verplichte, veiligheids-, of speciale voorraden of bijkomende strategische voorraden;

23° referentiejaar: het kalenderjaar waarvan de verbruiks- of netto-invoercijfers worden gebruikt voor de berekening van het niveau van de aan te houden voorraden of het niveau van de werkelijke, op een bepaald moment, aangehouden voorraden;

24° voorraadjaar: periode van twaalf maanden die aanvangt op 1 juli van het jaar;

25° bunkervoorraden voor de internationale zeescheepvaart: de voorraden zoals gedefinieerd in bijlage A, punt 2.1.5, van de Verordening (EG) nr. 1099/2008;

26° binnenlands verbruik: het overeenkomstig bijlage 2 van deze wet berekende totaal van alle in België geleverde hoeveelheden voor alle energie- en niet-energieoelinden. In dit totaal zijn inbegrepen de leveringen aan de omzettingsector, de industrie, de vervoerssector, de huishoudens en andere sectoren met het oog op eindverbruik. Dit totaal omvat ook het eigen verbruik van de energiesector zelf, met uitzondering van het verbruik van raffinaderijbrandstof;

27° sleutelproducten: de aardolieproducten waarvan het ruwe aardolie-equivalent van het binnenlands verbruik, voor het referentiejaar, ten minste vijfenzeventig procent bedraagt van het totale binnenlands verbruik.

Het ruwe aardolie-equivalent als bedoeld in het eerste lid wordt berekend door de som van het aggregaat "waargenomen bruto binnenlandse leveringen", in de zin van punt 3.2.2.11 van bijlage C van de Verordening (EG) nr. 1099/2008, voor de producten van de gebruikte of betrokken categorieën, te vermenigvuldigen met een factor 1,2. Bunkervoorraden van de internationale zeescheepvaart worden niet meegerekend.

De sleutelproducten bestaan uitsluitend uit één of meerdere producten vermeld in artikel 9 van de Richtlijn 2009/119/CE en gedefinieerd in bijlage A, hoofdstuk 3.4, van de Verordening (EG) nr. 1099/2008;

28° taken van beheer: de taken betreffende het beheer van verplichte voorraden, veiligheidsvoorraden en speciale voorraden, met uitzondering van verkoop of aankoop van deze laatste;

29° biobrandstof: voor vervoer bestemde vloeibare of gasvormige brandstof gemaakt uit biomassa, waarbij onder "biomassa" wordt verstaan het biologisch afbreekbare deel van producten, afvalstoffen en residuen van de landbouw (met inbegrip van plantaardige en dierlijke stoffen), de bosbouw en aanverwante bedrijfstakken, en ook het biologisch afbreekbare deel van industrieel en huishoudelijk afval;

30° additieven: andere stoffen dan koolwaterstoffen die aan een product worden toegevoegd of erdoor worden gemengd om de eigenschappen ervan te veranderen.

Hoofdstuk 2. — Regels betreffende de verplichte voorraden aardolie en aardolieproducten door België aan te houden om aan zijn internationale verplichtingen te voldoen

Afdeling 1. — Vaststelling van de door ASEVA aan te houden olievoorraden

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van deze wet worden aardolieproducten gedefinieerd zoals in bijlage A, hoofdstuk 3.4. van de Verordening (EG) nr. 1099/2008 en verdeeld in de volgende categorieën:

1° benzine voor motorvoertuigen en brandstoffen voor vliegtuigen (vliegtuigbenzine en brandstoffen voor straalvliegtuigen van het benzinetype);

2° gasolie verwarming, gasolie-diesel, lampolie en brandstoffen voor straalvliegtuigen van het kerosinetype;

3° residuele brandstoffen.

§ 2. De minister bepaalt de lijst met codes van de gecombineerde nomenclatuur of van de producten die met deze categorieën overeenkomen.

Art. 4. § 1. De verplichte voorraden zijn ten minste gelijk aan de grootste van de volgende hoeveelheden: 90 maal het daggemiddelde van de netto-invoer of 61 maal het daggemiddelde van het binnenlands verbruik.

§ 2. Het daggemiddelde van de netto-invoer die in aanmerking moet worden genomen, wordt berekend op basis van het in het voorafgaande kalenderjaar ingevoerde ruwe aardolie-equivalent, bepaald volgens de in bijlage 1 van deze wet uiteengezette regels en methode.

La consommation intérieure journalière moyenne à prendre en compte est calculée sur la base de l'équivalent en pétrole brut de la consommation intérieure durant l'année civile précédente, établie et calculée selon la méthode et les modalités exposées à l'annexe 2 de la présente loi.

§ 3. Au moins un tiers des stocks obligatoires sont maintenus sous forme de produits clés.

Art. 5. § 1^{er}. Les stocks obligatoires sont détenus et gérés par ASEVA.

§ 2. En cas de rafraîchissement des stocks obligatoires ou pour leur adaptation à de nouvelles spécifications des produits, le ministre peut autoriser une diminution temporaire des stocks. Il fixe le délai et les modalités de reconstitution de ces stocks.

Le niveau des stocks peut être baissé sous le seuil minimal obligatoire, fixé par l'article 4, jusqu'à concurrence des quantités nécessaires dans l'immédiat pour répondre aux situations visées. La Direction générale informe immédiatement la Commission européenne de la quantité de stocks utilisée.

§ 3. Si les stocks d'ASEVA sont mis sur le marché, ils sont vendus au prix du marché.

Section 2. — Mode de détention des stocks pétroliers gérés par ASEVA

Art. 6. § 1^{er}. ASEVA est désignée comme entité centrale.

§ 2. ASEVA peut gérer ses stocks sous la forme de:

- 1° pétrole brut;
- 2° produits pétroliers appartenant aux trois catégories de l'article 3, § 1^{er};
- 3° biocarburants et additifs conformément aux dispositions de l'article 7, § 3.

§ 3. ASEVA peut détenir les différentes formes de stocks, visées au paragraphe 2, soit en pleine propriété soit sous forme de stocks mis à disposition. ASEVA détient au moins deux tiers des stocks obligatoires en pleine propriété.

Sauf en cas de rafraîchissement des stocks, ASEVA ne peut faire appel à des stocks mis à sa disposition que si:

- 1° le contrat prend effet le premier jour d'un mois;
- 2° le contrat s'étend sur des mois entiers;
- 3° les stocks mis à disposition remplissent les exigences relatives aux stocks obligatoires stipulées dans la présente loi et ses arrêtés d'exécution;

4° ces stocks sont en propriété de la société pétrolière enregistrée ou étrangère et ne concernent que des quantités de stocks dont cette même société dispose au-delà des stocks qui servent pour couvrir l'obligation d'un autre État membre de l'Union européenne.

§ 4. Dans la composition de ses stocks, ASEVA prend en compte les produits-clés qu'elle doit détenir conformément à l'article 4, § 3, et la décision sur les stocks spécifiques visés à l'article 8. Les stocks gérés par ASEVA sont constitués pour un maximum de soixante pourcent de stocks de pétrole brut. ASEVA prend les mesures nécessaires afin de faire transformer en cas de crise d'approvisionnement pétrolière ce pétrole brut, en produits pétroliers finis.

§ 5. ASEVA prend les dispositions nécessaires pour garantir la quantité et la qualité de ses stocks. La vérification au minimum annuelle peut être effectuée par tout organisme d'inspection public ou privé certifié en vertu de la norme NBN EN-17020, désignés par ASEVA. L'analyse de la qualité des stocks d'ASEVA est effectuée par des laboratoires certifiés en vertu de la norme NBN EN-17025, également désignés par ASEVA.

Si ASEVA détient des stocks en dehors du territoire belge et si les contrôles par les autorités compétentes des États membres concernés ne permettent pas de vérifier à la fois les aspects quantitatifs et qualitatifs des stocks détenus, ceux-ci sont effectués par les inspecteurs désignés par ASEVA.

ASEVA communique un rapport de ces inspections au moins une fois par an à la Direction générale.

§ 6. ASEVA peut déléguer des tâches de gestion pour une période déterminée:

- 1° à un autre État membre de l'Union européenne sur le territoire duquel les stocks se trouvent ou à l'entité centrale instaurée par cet État membre ou;
- 2° à des sociétés pétrolières enregistrées ou;
- 3° à des sociétés pétrolières étrangères.

Het daggemiddelde van het binnenlands verbruik dat in aanmerking moet worden genomen, wordt berekend op basis van het in het voorafgaande kalenderjaar binnenlands verbruikte ruwe aardolie-equivalent, bepaald en berekend volgens de in bijlage 2 van deze wet uiteenzette regels en methode.

§ 3. Ten minste een derde van de verplichte voorraden worden aangehouden in de vorm van sleutelproducten.

Art. 5. § 1. De verplichte voorraden worden door ASEVA aangehouden en beheerd.

§ 2. In geval van het verversen van de verplichte voorraden of hun aanpassing aan nieuwe productspecificaties, kan de minister toelaten dat de voorraden tijdelijk verminderd worden. Hij legt het tijdschema en de modaliteiten vast voor de heropbouw van deze voorraden.

Het voorraadniveau mag onder het verplichte minimumniveau, bepaald in artikel 4, dalen tot de hoeveelheid die onmiddellijk noodzakelijk is om op de beoogde situaties te reageren. De Algemene Directie stelt de Europese Commissie onmiddellijk in kennis van de hoeveelheid gebruikte voorraden.

§ 3. Indien de voorraden van ASEVA op de markt worden gebracht, worden ze aan de marktprijs verkocht.

Afdeling 2. — Wijze van opslag van de door ASEVA beheerde olievoorraden

Art. 6. § 1. ASEVA wordt aangeduid als centrale entiteit.

§ 2. ASEVA kan zijn voorraden beheren in de vorm van:

- 1° ruwe aardolie;
- 2° aardolieproducten behorende tot de drie categorieën bedoeld in artikel 3, § 1;
- 3° biobrandstoffen en additieven overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, § 3.

§ 3. ASEVA kan de verschillende vormen van voorraden zoals bedoeld in paragraaf 2 aanhouden, hetzij in volle eigendom, hetzij in de vorm van ter beschikking gestelde hoeveelheden. ASEVA houdt ten minste twee derde van de verplichte voorraden in volle eigendom aan.

Behalve in het geval van verversing van de voorraden, kan ASEVA enkel beroep doen op de ter beschikking gestelde voorraden indien:

- 1° de overeenkomst ingaat de eerste dag van een maand;
- 2° de overeenkomst loopt over volledige maanden;
- 3° de ter beschikking gestelde voorraden voldoen aan de eisen van de verplichte voorraden, bepaald in deze wet en haar uitvoeringsbesluiten;

4° deze voorraden eigendom zijn van de geregistreerde of buitenlandse aardoliemaatschappij en enkel betrekking hebben op hoeveelheden voorraden waarover deze onderneming beschikt in aanvulling op voorraden die worden aangehouden ter invulling van de voorraadplicht van een andere lidstaat van de Europese Unie.

§ 4. In de samenstelling van zijn voorraden houdt ASEVA-rekening met de sleutelproducten die hij overeenkomstig artikel 4, § 3, dient aan te houden en de beslissing inzake speciale voorraden bedoeld in artikel 8. De voorraden die ASEVA beheert, bestaan voor maximaal zestig procent uit ruwe aardolie. ASEVA neemt de nodige maatregelen om in het geval van een bevoorradingscrisis deze ruwe aardolie naar afgewerkte aardolieproducten te kunnen omzetten.

§ 5. ASEVA neemt de nodige maatregelen om de kwantiteit en de kwaliteit van zijn voorraden te garanderen. De controle gebeurt ten minste jaarlijks en kan uitgevoerd worden door elke openbare of particuliere controle-instantie die gecertificeerd is volgens de NBN EN-17020-norm en die door ASEVA is aangewezen. De kwaliteitsanalyse van de voorraden van ASEVA wordt volgens de NBN EN-17025-norm verricht door gecertificeerde laboratoria die eveneens door ASEVA worden aangewezen.

Indien ASEVA voorraden aanhoudt buiten het Belgische grondgebied en indien de controles door de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten niet toelaten zowel de kwantitatieve als de kwalitatieve aspecten van de aangehouden voorraden na te gaan, worden deze door de door ASEVA aangestelde inspecteurs verricht.

ASEVA brengt minstens eenmaal per jaar een verslag uit over deze inspecties en legt dit voor aan de Algemene Directie.

§ 6. ASEVA kan taken van beheer voor een bepaalde termijn delegeren:

- 1° aan een andere lidstaat van de Europese Unie op het grondgebied waarvan de voorraden zich bevinden of aan de door die lidstaat ingestelde centrale entiteit of;
- 2° aan geregistreerde aardoliemaatschappijen of;
- 3° aan buitenlandse aardoliemaatschappijen.

Inversement ASEVA peut effectuer des tâches de gestion au bénéfice d'un autre État membre de l'Union européenne ou de son entité centrale pour une période déterminée.

Une délégation de tâches de gestion entre États membres de l'Union européenne ou leurs entités centrales ne peut être subdéléguée à d'autres États ou à leurs entités centrales; une délégation de tâches de gestion d'ASEVA à une société pétrolière enregistrée ou société pétrolière étrangère ne peut aucunement être subdéléguée.

Si une délégation des tâches de gestion a pour effet que des stocks gérés par ASEVA se situent en dehors du territoire belge, ASEVA respecte les dispositions de l'article 14, § 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. Le ministre informe par écrit ASEVA au plus tard le 30 avril de chaque année:

1° du niveau de stocks obligatoires qu'ASEVA doit gérer pendant l'année de stockage à venir;

2° afin de se conformer à l'article 4, § 3:

a) la nature des produits pétroliers qui ensemble forment les produits-clés ainsi que leur consommation journalière moyenne calculée sur base de leur équivalent pétrole brut;

b) le niveau des stocks de produits-clés qu'ASEVA doit au minimum détenir durant l'année de stockage à venir.

§ 2. Le niveau de stocks détenus est calculé conformément aux méthodes exposées à l'annexe 3. Pour le calcul du niveau des stocks détenus pour chaque produit clé, ces méthodes ne s'appliquent qu'aux produits relevant de la catégorie concernée.

§ 3. Les biocarburants et les additifs sont pris en compte dans les calculs du niveau de stocks effectivement maintenus si:

1° ils ont été mélangés aux produits pétroliers visés à l'article 3, § 1^{er}, ou

2° ils doivent encore être mélangés aux produits pétroliers visés à l'article 3, § 1^{er}, à condition que:

a) ils soient stockés sur le territoire belge;

b) le lieu où ils sont stockés, soit approprié au (transport à un lieu de mélange et;

c) les stocks détenus ainsi le sont en proportion des produits pétroliers qu'ASEVA gère et en proportion des additifs et des biocarburants qui peuvent y être ajoutés selon les spécifications.

§ 4. Tout stock pétrolier peut être pris en compte simultanément tant dans le calcul des stocks obligatoires que dans celui des stocks spécifiques, à condition que ce stock réponde à l'ensemble des conditions imposées par la présente loi pour chacun de ces stocks.

§ 5. En plus des stocks obligatoires, ASEVA peut reprendre tout ou partie de l'obligation de stockage d'une société pétrolière étrangère, à condition que:

1° ASEVA ait préalablement annoncé sa volonté de reprendre cette obligation et;

2° les dispositions de l'article 14, § 1^{er}, soient respectées.

§ 6. ASEVA rend public:

1° continuellement, par produit, toutes les données concernant le volume des stocks qu'elle peut se déclarer prête à maintenir en faveur des sociétés pétrolières étrangères ou d'entités centrales de stockage;

2° au moins sept mois à l'avance, les conditions dans lesquelles ASEVA est disposée à fournir des services visant à maintenir les stocks pour des sociétés pétrolières étrangères. Les conditions dans lesquelles des services peuvent être fournis, y compris les conditions concernant le calendrier, peuvent aussi être fixées à la suite d'une procédure de mise en concurrence destinée à établir quelle est la meilleure offre présentée par les entreprises ou, le cas échéant, par les entités centrales intéressées.

ASEVA accepte ces délégations dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires. La rémunération versée par la société pétrolière étrangère n'excède pas le coût total des services fournis par ASEVA et ne peut être réclamée tant que les stocks ne sont pas constitués. ASEVA peut subordonner son acceptation d'une délégation à la présentation par l'entreprise d'une caution ou d'une autre forme de garantie.

Les stocks de sécurité gérés dans ce contexte ne peuvent pas être comptés comme couverture des obligations découlant du paragraphe 1^{er}.

Omgekeerd kan ASEVA taken van beheer voor een bepaalde termijn voor een andere lidstaat van de Europese Unie of zijn centrale entiteit uitvoeren.

Een delegatie van taken van beheer tussen lidstaten van de Europese Unie of hun centrale entiteiten mag niet verder worden gedelegeerd aan andere lidstaten of hun centrale entiteiten; een delegatie van taken van beheer van ASEVA naar een geregistreerde aardoliemaatschappij of buitenlandse aardoliemaatschappij mag in het geheel niet verder worden gedelegeerd.

Indien een delegatie van taken van beheer tot gevolg heeft, dat voorraden beheerd door ASEVA zich buiten het Belgisch grondgebied bevinden leeft ASEVA de bepalingen van artikel 14, § 1 na.

Art. 7. § 1. De minister maakt ten laatste op 30 april van elk jaar aan ASEVA schriftelijk bekend:

1° het niveau van de verplichte voorraden dat ASEVA tijdens het komende opslagjaar dient te beheren;

2° ter naleving van artikel 4, § 3:

a) de aard van de aardolieproducten die samen de sleutelproducten vormen en hun daggemiddelde van het verbruik berekend op basis van hun ruwe aardolie-equivalent;

b) het niveau van de voorraden sleutelproducten die ASEVA gedurende het komende voorraadjaar ten minste dient aan te houden.

§ 2. Het niveau van de aangehouden voorraden wordt berekend volgens de in bijlage 3 uiteengezette methoden. Bij de berekening van het voorraadmiveau dat voor elk sleutelproduct wordt aangehouden zijn deze methoden uitsluitend van toepassing op de producten van de betreffende categorie.

§ 3. Biobrandstoffen en additieven worden eveneens meegeteld bij de berekening van het niveau van de effectief aangehouden voorraden indien:

1° ze vermengd zijn met de aardolieproducten bedoeld in artikel 3, § 1, of

2° ze nog vermengd moeten worden met de aardolieproducten bedoeld in artikel 3, § 1, onder de voorwaarden dat:

a) ze zich op Belgisch grondgebied bevinden;

b) de locatie waar ze opgeslagen liggen geschikt is voor (transport naar een plaats van) bijmenging en;

c) de aldus aangehouden voorraden in verhouding zijn tot de aardolieproducten die ASEVA beheert en in verhouding tot de additieven en biobrandstoffen die hieraan volgens de specificaties kunnen worden toegevoegd.

§ 4. Alle aardolievoorraden kunnen tegelijkertijd worden meegeteld in de berekening van zowel de verplichte voorraden als de speciale voorraden, mits zij voldoen aan alle voorwaarden die in deze wet met betrekking tot respectievelijk elk van deze voorraadsoorten zijn vastgesteld.

§ 5. In aanvulling op de verplichte voorraden, kan ASEVA een deel of de gehele van de voorraadplicht van een buitenlandse aardoliemaatschappij overnemen, mits:

1° ASEVA zich hiertoe voorafgaand bereid heeft verklaard en;

2° de bepalingen van artikel 14, § 1, worden gerespecteerd.

§ 6. ASEVA maakt openbaar:

1° voortdurend, per product, alle gegevens inzake de volumes van de voorraden waartoe hij bereid is om in stand te houden ten behoeve van buitenlandse aardoliemaatschappijen of centrale opslagentiteiten;

2° ten minste zeven maanden van tevoren, de voorwaarden waaronder ASEVA bereid is om diensten aan buitenlandse aardoliemaatschappijen te verlenen, voor het aanhouden van voorraden. De voorwaarden waaronder deze diensten kunnen worden verleend, met inbegrip van de voorwaarden inzake de tijdsplanning, kunnen eveneens worden vastgesteld na een mededingingsprocedure waarin de onderneming of, in voorkomend geval, de betrokken centrale entiteiten met de beste offerte wordt aangewezen.

ASEVA aanvaardt dergelijke delegaties onder objectieve, transparante en niet-discriminerende voorwaarden. Voor de verrichte diensten wordt door ASEVA aan de buitenlandse aardoliemaatschappijen ten hoogste het volledige bedrag van de kostprijs aangerekend, dat pas opeisbaar wordt als de voorraden zijn opgebouwd. ASEVA kan aan het aannemen van een delegatie de voorwaarde verbinden dat de onderneming een garantie of andere zekerheid stelt.

De in deze context beheerde veiligheidsvoorraden mogen niet meegeteld worden ter indekking van de verplichtingen voortvloeiend uit paragraaf 1.

Art. 8. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après une analyse coûts-bénéfices effectuée par ASEVA, décider qu'ASEVA détienne des stocks spécifiques. Cet arrêté contient aussi le nombre minimum de jours de consommation qui doit être détenu par produit-clé ainsi que la période de détention qui doit être au minimum d'un an.

La Direction générale informe la Commission européenne de toute décision relative aux stocks spécifiques, tel que spécifié par l'article 9 de la directive 2009/119/CE.

Art. 9. Le Roi détermine le pourcentage maximal de stocks qu'ASEVA peut détenir à l'étranger conformément aux conditions stipulées dans l'article 14. Ce pourcentage maximal n'est pas d'application pour le pétrole brut en propriété qu'ASEVA stocke souterrainement à l'étranger. Le pétrole brut qui se trouve à Rotterdam au début du Rotterdam-Antwerpen Pipeline, propriété de raffineries belges et destiné à être raffiné en Belgique, est assimilé à une quantité se trouvant sur le territoire belge.

Art. 10. Les stocks qu'ASEVA gère se trouvent dans des "dépôts éligibles". Le Roi fixe les conditions auxquelles ces dépôts doivent répondre et la procédure d'éligibilité pour ces dépôts.

Art. 11. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles additionnelles concernant le mode de détention des stocks de pétrole et produits pétroliers gérés par ASEVA.

Art. 12. § 1^{er}. Les stocks obligatoires sont en permanence disponibles et physiquement accessibles.

Les stocks obligatoires sont insaisissables par des tiers. Ils ne peuvent pas être grevés d'une sûreté réelle ou personnelle.

En cas de stocks mis à disposition d'ASEVA, cette garantie ne peut néanmoins pas nuire au droit d'ASEVA d'acheter ces stocks en cas de crise d'approvisionnement pétrolière.

§ 2. Les stocks obligatoires mis à disposition d'ASEVA sont la propriété de la société pétrolière enregistrée qui met à disposition.

§ 3. Les stocks spécifiques de la Belgique ou d'un autre État membre de l'Union européenne maintenus ou transportés sur le territoire belge bénéficient d'une immunité inconditionnelle contre des mesures d'exécution.

Art. 13. Les produits finaux repris dans les stocks obligatoires doivent répondre aux dénominations et caractéristiques légales au moment de leur mise à la consommation en Belgique.

Le Roi peut fixer des règles spécifiques concernant le pétrole et les produits pétroliers qui entrent en ligne de compte pour les stocks obligatoires.

Section 3. — Stocks pétroliers dans et pour d'autres États membres

Art. 14. § 1^{er}. ASEVA peut, pour une durée déterminée, déléguer des tâches de gestion à un autre État membre de l'Union européenne, à l'entité centrale de cet État membre ou à une société pétrolière étrangère, pour autant que:

1° le pourcentage maximum définis par le Roi en vertu de l'article 9, demeure respecté;

2° les stocks gérés se trouvent sur le territoire de l'Union européenne dans des dépôts qui satisfont aux conditions visées à l'article 10, et;

3° l'approbation préalable de cette délégation ou sa modification ou son extension par la Direction générale et par l'instance compétente de l'autre État membre a été obtenue.

Dans le cas où ASEVA, conformément à l'article 7, § 5, reprend tout ou partie de l'obligation de stockage d'une société pétrolière étrangère, il faut une approbation préalable de reprise d'obligation de stockage de la Direction générale et de l'instance compétente de l'autre État membre.

Dans le cas où la société pétrolière étrangère est établie en dehors de l'Union européenne, il faut qu'un accord intergouvernemental existe entre la Belgique et le pays où cette société est basée.

§ 2. Une société pétrolière enregistrée peut, pour une durée déterminée, exercer des tâches de gestion concernant des stocks de sécurité pour un autre État membre de l'Union européenne ou pour l'entité centrale de celui-ci, si la délégation, sa modification ou son extension a été préalablement approuvée par la Direction générale et par l'instance compétente de l'autre État membre.

Art. 8 De Koning kan, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na een kosten-batenanalyse opgesteld door ASEVA, besluiten dat ASEVA speciale voorraden aanhoudt. Dit besluit bevat ook het minimumaantal verbruiksdagen dat per sleutelproduct dient te worden aangehouden en de termijn van aanhouding, die ten minste een jaar bedraagt.

De Algemene Directie informeert de Europese Commissie over elke beslissing inzake de speciale voorraden, zoals bepaald in artikel 9 van de Richtlijn 2009/119/EG.

Art. 9. De Koning bepaalt het maximum percentage voorraden die ASEVA in het buitenland mag aanhouden overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 14. Dit maximum percentage is niet van toepassing op de ruwe aardolie die ASEVA in eigendom ondergronds in het buitenland aanhoudt. De ruwe aardolie die zich in Rotterdam aan het begin van de Rotterdam-Antwerpen pijpleiding bevindt en die eigendom is van Belgische raffinaderijen en bestemd is om in België geraffineerd te worden, wordt beschouwd als hoeveelheid die zich op Belgisch grondgebied bevindt.

Art. 10. De voorraden die ASEVA beheert bevinden zich in "in aanmerking komende depots". De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan deze depots dienen te beantwoorden en de erkenningsprocedure voor deze depots.

Art. 11. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de verdere regels met betrekking tot de wijze waarop ASEVA zijn voorraden van aardolie en aardolieproducten aanhoudt.

Art. 12. § 1. De verplichte voorraden zijn permanent beschikbaar en fysiek toegankelijk.

De verplichte voorraden zijn niet vatbaar voor beslag door derden. Ze mogen niet met enige zakelijke of persoonlijke zekerheid worden bezwaard.

Bij voorraden die aan ASEVA ter beschikking gesteld worden kan deze garantie evenwel geen afbreuk doen aan het recht van ASEVA om deze voorraden aan te kopen in geval van een aardoliebevoorradingscrisis.

§ 2. De verplichte voorraden die ter beschikking gesteld worden van ASEVA zijn eigendom van de geregistreerde aardoliemaatschappij die ze ter beschikking stelt.

§ 3. De speciale voorraden van België[00cc][0088] of van een andere lidstaat van de Europese Unie die opgeslagen of vervoerd worden op het Belgische grondgebied genieten onvoorwaardelijke bescherming tegen uitvoeringsmaatregelen.

Art. 13. De in de verplichte voorraden opgenomen eindproducten dienen te beantwoorden aan de wettelijke benamingen en kenmerken op het moment van hun uitslag tot verbruik in België.

De Koning kan specifieke regels vaststellen inzake de aardolie en aardolieproducten die tot de verplichte voorraden worden gerekend.

Afdeling 3. — Olievoorraden in en voor andere lidstaten

Art. 14. § 1. ASEVA kan taken van beheer voor een bepaalde termijn aan een andere lidstaat van de Europese Unie, de centrale entiteit van die lidstaat of een buitenlandse aardoliemaatschappij delegeren, voor zover dat:

1° het maximum percentage dat door de Koning krachtens artikel 9 wordt vastgesteld, gerespecteerd blijft;

2° de beheerde voorraden zich op het grondgebied van de Europese Unie bevinden, in depots die aan de voorwaarden bepaald in artikel 10 voldoen, en;

3° de voorafgaandelijke goedkeuring van deze delegatie of haar wijziging of uitbreiding door de Algemene Directie en door de bevoegde instantie in de andere lidstaat is bekomen.

Indien ASEVA overeenkomstig artikel 7, § 5, alle of een deel van een voorraadplicht van een buitenlandse aardoliemaatschappij overneemt, dan kan dit slechts mits voorafgaandelijke goedkeuring van overname van de voorraadplicht door de Algemene Directie en de bevoegde instantie van de andere lidstaat.

In het geval de buitenlandse aardoliemaatschappij buiten de Europese Unie gevestigd is, kan dit enkel mits er een intergouvernementele overeenkomst bestaat tussen België en het land waar deze onderneming gevestigd is.

§ 2. Een geregistreerde aardoliemaatschappij kan taken van beheer betreffende veiligheidsvoorraden voor een bepaalde termijn voor een andere lidstaat van de Europese Unie of diens centrale entiteit uitvoeren, indien de delegatie of zijn wijziging of uitbreiding voorafgaandelijk is goedgekeurd door de Algemene Directie en de bevoegde instantie van de andere lidstaat.

Une société pétrolière enregistrée peut reprendre tout ou partie de l'obligation de stockage d'une société pétrolière étrangère, si:

1° elle dispose de stocks excédentaires ou de capacités de stockage disponibles et;

2° en ce qui concerne la délégation, une approbation préalable par la Direction générale et par l'instance compétente de l'autre État membre a été obtenue.

Une délégation de tâches de gestion ou une délégation d'obligation de stockage concernant des stocks de sécurité ne peut pas être déléguée à son tour.

Dans le cas où l'autre pays, l'entité centrale ou la société pétrolière étrangère est établie en dehors de l'Union européenne, la délégation ne peut alors avoir lieu que s'il existe un accord intergouvernemental entre la Belgique et le pays où cette entreprise est basée.

§ 3. Le Roi détermine les règles additionnelles concernant les stocks obligatoires ou les stocks de sécurité se trouvant sur le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne et sur le territoire belge sur ordre d'un autre État membre, de son entité centrale ou d'une entreprise.

§ 4. Les stocks détenus en Belgique en application du présent article pour le compte d'une société ou d'une instance établie dans un autre État membre de l'Union européenne n'entrent pas en ligne de compte pour remplir les obligations prévues à la présente loi.

La Belgique ne peut pas s'opposer au transport de ces produits vers les pays de destination et exercera, dans la mesure du possible, un contrôle sur ces stocks.

Section 4. — Obligations en matière d'information et de communication

Art. 15. Toutes les sociétés pétrolières enregistrées fournissent à la Direction générale toutes les données nécessaires pour l'établissement du bilan pétrolier selon les modalités de l'arrêté royal du 15 novembre 2017 relatif à l'exigence de déclaration de biocarburants, d'huiles minérales et de leurs produits de substitution d'origine biologique. La société pétrolière enregistrée fait état dans le bilan pétrolier de tous les stocks qui ont été stockés sous son numéro d'accise.

Art. 16. § 1^{er}. ASEVA, les sociétés pétrolières enregistrées qui gèrent des stocks de sécurité conformément à l'article 14, § 2, les propriétaires ou gérants de dépôts où sont stockés des stocks obligatoires ou de sécurité, informent la Direction générale de la localisation, de la quantité et de la composition des stocks obligatoires et/ou des stocks de sécurité qu'ils détiennent.

Ils autorisent les personnes mandatées par la Commission européenne à cette fin, à contrôler les stocks obligatoires et de sécurité et leur apportent assistance. Ces personnes peuvent inspecter tous les documents et registres concernant les stocks et peuvent avoir accès à tous les endroits où des stocks obligatoires et stocks de sécurité sont stockés et à tous les documents les concernant.

§ 2. La Direction générale établit un rapport détaillé, mis à jour en permanence, de tous les stocks obligatoires qui ne constituent pas des stocks spécifiques. Ledit rapport contient notamment les informations nécessaires afin de localiser le dépôt, la raffinerie ou l'installation de stockage où les stocks en question se trouvent, ainsi que pour en déterminer les quantités et la nature, en référence aux catégories visées à l'annexe A, chapitre 3.4. du règlement (CE) n° 1099/2008.

Chaque année, le 25 février au plus tard, la Direction générale communique à la Commission européenne un résumé du rapport des stocks, indiquant au moins le volume et la nature des stocks obligatoires présents en Belgique le dernier jour de l'année civile précédente.

La Direction générale tient également un rapport détaillé, mis à jour en permanence, qui indique l'emplacement exact de tous les stocks spécifiques détenus sur le territoire belge.

À la demande de la Commission européenne, la Direction générale communique à la Commission endéans les quinze jours un exemplaire complet des deux rapports visés dans ce paragraphe.

Een geregistreerde aardoliemaatschappij kan een deel of het geheel van de voorraadplicht van een buitenlandse aardoliemaatschappij overnemen, indien:

1° zij over surplusvoorraden of beschikbare opslagcapaciteit beschikt en;

2° voor de delegatie de voorafgaandelijke goedkeuring door de Algemene Directie en door de bevoegde instantie van de andere lidstaat is bekomen.

Een delegatie van taken van beheer of van voorraadplicht betreffende veiligheidsvoorraden kan niet op zijn beurt worden gedelegeerd.

Wanneer het andere land, de centrale entiteit of de buitenlandse aardoliemaatschappij buiten de Europese Unie gevestigd is, dan kan de delegatie bovendien enkel plaatsvinden mits een intergouvernementele overeenkomst tussen België en het land waar deze onderneming gevestigd is.

§ 3. De Koning bepaalt de verdere regels inzake verplichte voorraden of veiligheidsvoorraden op het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Unie en op het Belgische grondgebied in opdracht van een andere lidstaat, zijn centrale entiteit of een onderneming.

§ 4. De bij toepassing van dit artikel in België aangehouden voorraden voor rekening van onderneming of instantie gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Unie komen niet in aanmerking om de in deze wet opgelegde verplichtingen na te komen.

België mag zich niet verzetten tegen het vervoer van deze producten naar de bestemmingslanden en zal in de mate van het mogelijke toezicht over deze voorraden houden.

Afdeling 4. — Informatie- en communicatieverplichtingen

Art. 15. Elke geregistreerde aardoliemaatschappij verstrekt aan de Algemene Directie alle gegevens noodzakelijk voor het opstellen van de petroleumbalans volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 november 2017 betreffende de rapportageverplichting van biobrandstoffen, minerale oliën en hun substitutieproducten van biologische oorsprong. In de petroleumbalans maakt de geregistreerde aardoliemaatschappij alle voorraden bekend die onder haar accijnsnummer zijn opgeslagen.

Art. 16. § 1. ASEVA, de geregistreerde aardoliemaatschappijen die veiligheidsvoorraden aanhouden overeenkomstig artikel 14, § 2, de depoteigenaars of -uitbaters die verplichte of veiligheidsvoorraden in hun depot beheren, verstrekken aan de Algemene Directie de gegevens inzake de locatie, omvang en samenstelling van de verplichte voorraden en/of veiligheidsvoorraden die zij aanhouden.

Zij laten de personen, die de Europese Commissie daartoe gemachtigd heeft, toe om controle op de verplichte voorraden en de veiligheidsvoorraden te verrichten en verlenen hun assistentie. Deze personen kunnen alle documenten en registers betreffende de voorraden inzien en kunnen toegang krijgen tot alle locaties waar verplichte en veiligheidsvoorraden worden aangehouden en tot alle desbetreffende documenten.

§ 2. De Algemene Directie houdt een gedetailleerd en voortdurend geactualiseerd verslag bij van alle verplichte voorraden anders dan de speciale voorraden. Dit verslag bevat met name de nodige informatie waarmee kan worden bepaald in welk depot of welke raffinaderij of opslagplaats de voorraden in kwestie worden aangehouden, over welke hoeveelheden het gaat en wat de aard ervan is, in verwijzing naar de categorieën bedoeld in bijlage A, hoofdstuk 3.4. van de Verordening (EG) nr. 1099/2008.

Een samenvatting van dit verslag van de voorraden, waarin ten minste de hoeveelheid en de aard van de verplichte voorraden zijn aangegeven die op het einde van het vorige kalenderjaar in België aanwezig zijn, wordt uiterlijk op 25 februari van elk jaar door de Algemene Directie aan de Europese Commissie bezorgd.

De Algemene Directie houdt ook een gedetailleerd en voortdurend geactualiseerd verslag bij, met opgave van de exacte locatie, van alle speciale voorraden die op het Belgische grondgebied worden aangehouden.

Op verzoek van de Europese Commissie bezorgt de Algemene Directie binnen vijftien dagen een volledig exemplaar van de twee in deze paragraaf bedoelde verslagen aan de Commissie.

§ 3. La Direction générale communique à la Commission européenne les relevés statistiques mensuels relatifs aux stocks obligatoires et aux stocks spécifiques situés en Belgique et à l'étranger de même que les stocks commerciaux en Belgique; ce relevé reflète la situation de la fin du mois. Ce relevé est communiqué à la Commission au plus tard:

1° dans les cinquante-cinq jours qui suivent le mois auquel ce relevé des stocks obligatoires se rapporte ou dans les deux mois suivants toute demande de la Commission, et

2° endéans le mois qui suit celui auquel le relevé des stocks spécifiques se rapporte. Les relevés précisent de manière détaillée les stocks obligatoires maintenus hors du territoire belge, par un État membre de l'Union européenne ou une entité centrale.

Sur demande de la Commission européenne, la Direction générale lui transmet immédiatement une copie des relevés statistiques concernant les stocks spécifiques.

La Direction générale répondra aux demandes de la Commission visées aux alinéas 1 et 2 dans un délai maximal de cinq ans à compter de la date à laquelle les données demandées se rapportent.

Suite à une décision prise au niveau européen, le ministre peut modifier la fréquence et la date limite de communication des relevés.

§ 4. Le Roi détermine les règles additionnelles concernant les obligations d'information et d'administration.

Chapitre 3. — Elargissement du stockage stratégique à des stocks stratégiques additionnels de tout autre produit énergétique contribuant directement à l'approvisionnement énergétique

Art. 17. Excepté pour l'électricité et le gaz naturel, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, désigner les stocks stratégiques additionnels, en fonction de l'évolution du mix énergétique belge et des politiques belge et européenne en la matière.

Le Roi détermine les modalités de stockage des stocks stratégiques additionnels, autres que de pétrole et produits pétroliers, prévu conformément à l'alinéa 1^{er} ainsi que la mission éventuelle d'ASEVA y afférente, en dérogation à ce qui est déterminé au chapitre 2.

Chapitre 4. — Gestion d'une crise d'approvisionnement pétrolière

Art. 18. § 1^{er}. La Direction générale est chargée des missions suivantes:

1° la mise en place d'un plan d'urgence pour la gestion de la sécurité de l'approvisionnement en pétrole et en produits pétroliers, qui contient notamment les mesures de restriction de la demande de pétrole;

2° l'établissement d'une procédure d'identification des consommateurs prioritaires de produits pétroliers sur base de laquelle elle établit une liste des consommateurs prioritaires.

La Direction générale peut consulter, dans le cadre de l'évaluation des risques ainsi que de la mise en place d'un plan d'urgence et de l'établissement de la liste de consommateurs prioritaires, ASEVA et tout acteur représentatif du marché pétrolier, et travaille en concertation avec le Bureau national du pétrole et dans le respect des compétences de chacun.

Le plan d'urgence et la liste des consommateurs prioritaires sont arrêtés par le ministre, sur proposition de la Direction générale.

§ 2. Pour pallier une éventuelle crise d'approvisionnement pétrolière le Roi détermine les règles, visées aux articles 6 et 7 de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, relatives à l'utilisation des stocks obligatoires et à la répartition internationale et nationale de pétrole et de produits pétroliers ainsi que les règles d'approvisionnement équitable applicables aux sociétés pétrolières enregistrées.

§ 3. Lors d'une crise d'approvisionnement pétrolière, le Bureau national du pétrole, créé par l'arrêté royal du 19 décembre 2018 portant création et réglant la composition, les missions et le fonctionnement du Bureau national du pétrole, veille à l'exécution des règles visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 3. De Algemene Directie bezorgt de Europese Commissie maandelijks statistische overzichten van de verplichte voorraden en van de speciale voorraden op of buiten het grondgebied van België en van de commerciële voorraden op Belgische grondgebied die aangehouden worden op het einde van de maand. Deze communicatie aan de Commissie gebeurt uiterlijk:

1° binnen vijftig dagen volgend op de maand waarop zij betrekking heeft voor de verplichte voorraden of binnen de twee maanden na een verzoek van de Commissie, en

2° binnen de maand volgend op de maand waarop zij betrekking heeft voor de speciale voorraden. Deze overzichten duiden, in detail, de verplichte voorraden aan die buiten het Belgisch grondgebied door een lidstaat van de Europese Unie of een centrale entiteit worden aangehouden.

Op verzoek van de Europese Commissie bezorgt de Algemene Directie haar onmiddellijk een kopie van de statistische overzichten van de speciale voorraden.

De Algemene Directie zal ingaan op de in het eerste en tweede lid bedoelde verzoeken van de Commissie binnen een maximumtermijn van vijf jaar vanaf de datum waarop de gevraagde gegevens betrekking hebben.

De minister kan de frequentie en uiterste datum van indiening wijzigen ingevolge een beslissing op Europees niveau.

§ 4. De Koning bepaalt de verdere regels met betrekking tot de informatie- en administratieverplichtingen.

Hoofdstuk 3. — Uitbreiding van de strategische opslag tot bijkomende strategische voorraden van alle andere energieproducten die rechtstreeks aan de energiebevoorrading bijdragen

Art. 17. Met uitzondering van elektriciteit en aardgas, kan de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijkomende strategische voorraden aanduiden in het kader van de ontwikkeling van de Belgische energiemix en het nationaal en Europees beleid terzake.

De Koning bepaalt de nadere regels van opslag van andere bijkomende strategische voorraden, andere dan aardolie en aardolieproducten, overeenkomstig het eerste lid en de daarmee samenhangende mogelijke opdracht van ASEVA, in afwijking van hetgeen bepaald is in hoofdstuk 2.

Hoofdstuk 4. — Beheer van een aardoliebevoorradingscrisis

Art. 18. § 1. De Algemene Directie is belast met de volgende taken:

1° het opstellen van een noodplan voor het beheer van de bevoorradingzekerheid van aardolie en aardolieproducten, dat met name maatregelen ter beperking van de vraag naar aardolie bevat;

2° de vaststelling van een procedure voor de identificatie van de prioritaire consumenten van aardolieproducten, op basis waarvan het een lijst van prioritaire consumenten opstelt.

De Algemene Directie kan in het kader van de risicobeoordeling en de opstelling van een noodplan en een lijst van prioritaire consumenten, ASEVA en elke representatieve speler actief op de aardoliemarkt raadplegen en werkt in overleg met het Nationaal Oliebureau en overeenkomstig de bevoegdheden van elk van diens leden.

Het noodplan en de lijst van prioritaire consumenten worden op voorstel van de Algemene Directie door de minister vastgesteld.

§ 2. Om een eventuele aardoliebevoorradingscrisis aan te pakken, bepaalt de Koning de regels, bedoeld in de artikelen 6 en 7 van de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma, met betrekking tot het gebruik van de verplichte voorraden en tot de internationale en nationale toebedeling van aardolie en aardolieproducten, en ook de regels inzake billijke bevoorrading die van toepassing zijn op de geregistreerde aardoliemaatschappijen.

§ 3. In geval van een aardoliebevoorradingscrisis waakt het Nationaal Oliebureau, opgericht bij het koninklijk besluit van 19 december 2018 houdende de oprichting, de samenstelling, de opdrachten en de werkwijze van het Nationaal Oliebureau, over de uitvoering van de in paragrafen 1 en 2 bedoelde maatregelen en regels.

Art. 19. En cas de crise d'approvisionnement pétrolière, le ministre peut décider que les stocks obligatoires sont utilisés temporairement à concurrence d'une partie à déterminer par lui. Le ministre décide de la nature et de la quantité des stocks à utiliser, ainsi que du délai dans lequel les stocks sont utilisés.

Le ministre détermine le délai et les modalités de reconstitution de ces stocks, y compris son financement au prix du marché.

Le niveau des stocks peut être baissé sous le seuil minimal obligatoire fixé par l'article 4 jusqu'à concurrence des quantités nécessaires dans l'immédiat pour répondre aux situations visées.

La Direction générale informe immédiatement la Commission européenne et l'AIE de la décision d'utilisation temporaire des stocks obligatoires et des quantités concernées.

Art. 20. Lors d'une phase de vigilance ou d'une crise d'approvisionnement pétrolière, le ministre peut décider que tout ou partie des stocks obligatoires de produits pétroliers non situés sur le territoire belge soient transférés en Belgique dans un délai qu'il détermine. Dans sa décision, le ministre tient compte du délai nécessaire au rapatriement du pétrole brut détenu et géré par ASEVA, qui se situe dans des cavernes de sel à l'étranger.

Art. 21. En cas de crise d'approvisionnement pétrolière, le ministre, sur base de l'avis du Bureau national du pétrole et de l'analyse réalisée par la Direction générale, peut prendre une ou plusieurs mesures de restriction de la demande telles que prévues dans le plan d'urgence visé à l'article 18, § 1^{er}, 1°.

Chapitre 5. — Contrôle des obligations

Art. 22. Le contrôle relatif aux obligations résultant de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution est effectué par les agents mandatés par le ministre de la Direction générale et de la Direction générale de l'Inspection économique.

Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de ce contrôle.

Chapitre 6. — Dispositions institutionnelles concernant ASEVA

Section 1^{re}. — Compétences

Art. 23. § 1^{er}. Conformément aux modalités de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, ASEVA a la compétence exclusive de l'exécution, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire de la Belgique, des missions de service public suivantes:

1° détenir et gérer les stocks obligatoires et les stocks stratégiques additionnels;

2° préparer une gestion efficace et efficiente des stocks obligatoires et des stocks stratégiques additionnels en cas de crise énergétique, notamment le cas échéant par une mise sur le marché lisse et organisée de ses stocks.

ASEVA est également compétente pour les missions complémentaires suivantes:

1° contribuer, en appui des autorités compétentes, à la gestion d'une crise énergétique;

2° conseiller avec son expertise, les autorités compétentes à la définition d'une stratégie de stockage efficace et efficiente.

§ 2. ASEVA peut accomplir tout acte, toute activité et toute opération qui contribue directement ou indirectement à la réalisation des missions visées au paragraphe 1^{er}

Section 2. — Financement

Art. 24. § 1^{er}. Les frais de fonctionnement d'ASEVA liés aux stocks obligatoires de pétrole et produits pétroliers visés au chapitre 2 sont couverts par une contribution perçue sur chaque litre de produit pétrolier visé à l'article 3, § 1^{er}, mis à la consommation. La société pétrolière enregistrée verse la contribution relative à sa mise à la consommation à ASEVA. Les sociétés pétrolières enregistrées mettant à la consommation un volume correspondant, sur le total des catégories, à une contribution d'un montant inférieur ou égal à 1.000 euros par trimestre ne sont pas soumises à la contribution.

§ 2. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de calcul et de perception de cette contribution. Tout arrêté pris en vertu de cet alinéa est censé ne jamais avoir produit ses effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 19. In geval van een aardoliebevoorradingscrisis kan de minister besluiten dat de verplichte voorraden tijdelijk worden aangewend tot een door hem nader te bepalen hoeveelheid. De minister beslist over de aard en de hoeveelheid van de te gebruiken voorraden, en ook over de termijn waarbinnen de voorraden moeten worden gebruikt.

De minister bepaalt de termijn en nadere regels voor de heropbouw van deze voorraden, met inbegrip van de financiering ervan aan marktprijzen.

Het niveau van de voorraden kan verlaagd worden tot onder de drempelhoeveelheid, zoals vastgelegd in artikel 4, tot de hoeveelheid die onmiddellijk noodzakelijk is om op de beoogde situaties te reageren.

De Algemene Directie stelt de Europese Commissie en het IEA onmiddellijk in kennis van het besluit tot het tijdelijk inzetten van de verplichte voorraden en van de betrokken hoeveelheden.

Art. 20. Tijdens een fase van waakzaamheid of een aardoliebevoorradingscrisis kan de minister beslissen dat alle of een deel van de verplichte voorraden aardolieproducten, die zich niet op Belgisch grondgebied bevinden, naar België worden overgebracht binnen een termijn die hij vaststelt. In zijn beslissing, houdt de minister bij de vaststelling rekening met de tijd die nodig is voor het terugbrengen van de door ASEVA aangehouden en beheerde voorraden ruwe aardolie, die zich in zoutgrotten in het buitenland bevinden.

Art. 21. In geval van een aardoliebevoorradingscrisis kan de minister, op basis van het advies van het Nationaal Oliebureau en de analyse uitgevoerd door de Algemene Directie, een of meer maatregelen nemen om de vraag te beperken zoals voorzien in het noodplan bedoeld in artikel 18, § 1, 1°.

Hoofdstuk 5. — Controle van de verplichtingen

Art. 22. Het toezicht over de uit deze wet en haar uitvoeringsbesluiten voortvloeiende verplichtingen geschiedt door de daartoe door de minister gemachtigde ambtenaren van de Algemene Directie en van de Algemene Directie Economische Inspectie.

De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop dit toezicht wordt uitgeoefend.

Hoofdstuk 6. — Institutionele bepalingen betreffende ASEVA

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Art. 23. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, heeft ASEVA de exclusieve bevoegdheid om binnen en buiten het grondgebied van België de volgende taken van openbare dienst uit te voeren:

1° aanhouden en beheren van de verplichte voorraden en de bijkomende strategische voorraden;

2° voorbereiden van een doeltreffend en efficiënt beheer van de verplichte en bijkomende strategische voorraden in geval van een energiecrisis, met inbegrip van een vlotte en georganiseerde afzet op de markt van zijn voorraden.

ASEVA is ook bevoegd voor de volgende aanvullende taken:

1° bijdragen, ter ondersteuning van de bevoegde autoriteiten, bij het beheer van een energiecrisis;

2° deskundig advies verlenen aan de bevoegde autoriteiten bij het bepalen van een doeltreffende en efficiënte opslagstrategie.

§ 2. ASEVA mag elke handeling, activiteit en operatie verrichten die, rechtstreeks of onrechtstreeks, bijdraagt tot de verwezenlijking van de taken bedoeld in paragraaf 1.

Afdeling 2. — Financiering

Art. 24. § 1. De werkkosten van ASEVA gerelateerd aan de verplichte voorraden aardolie en aardolieproducten bedoeld in hoofdstuk 2 worden gedekt door een bijdrage die wordt geheven op elke voor verbruik beschikbaar gestelde liter aardolieproduct zoals bedoeld in artikel 3, § 1. De geregistreerde aardoliemaatschappij stort de bijdrage in verhouding tot haar uitslag tot verbruik aan ASEVA. De geregistreerde aardoliemaatschappijen die een volume in verbruik stellen, op het totaal van de categorieën, overeenkomstig met een bijdrage kleiner of gelijk aan een bedrag van 1.000 euro per trimester zijn niet onderworpen aan de bijdrage.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de regels voor de berekening en inning van deze bijdrage. Elk besluit dat wordt vastgesteld krachtens dit lid wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de twaalf maanden na de datum van inwerkingtreding.

§ 3. La contribution est recouvrée par ASEVA sur base des données par société pétrolière enregistrée qu'elle reçoit de la Direction générale et de l'Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances. La contribution précitée est toujours mentionnée sur la facture lors de toute vente de produits pétroliers visés à l'article 3, § 1^{er}, entre les entreprises du secteur. La contribution est toujours mentionnée dans la chaîne de commercialisation de manière détaillée. Elle est communiquée au consommateur et répercutée sur celui-ci via la structure du prix prévue dans le contrat programme relatif à un régime des prix de vente maxima des produits pétroliers.

§ 4. La contribution visée dans le paragraphe 1^{er} n'est pas perçue sur les produits pétroliers visés à l'article 3, § 1^{er}, que le ministère de la Défense utilise pour les véhicules à moteur ou les avions de caractère militaire.

§ 5. ASEVA est assimilée à l'État pour l'application des lois et des règlements relatifs aux contributions, taxes, droits et cotisations de l'État, des provinces, des communes et des agglomérations de communes.

Art. 25. § 1^{er}. L'Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances transmet au plus tard le dernier jour ouvrable du deuxième mois suivant un trimestre, à la Direction générale et à ASEVA, la mise à la consommation par chaque personne physique ou morale au cours de ce trimestre.

L'Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances donne à la Direction générale et à ASEVA accès à la liste des entreprises ayant un numéro d'accises pour le pétrole et les produits pétroliers.

§ 2. La Direction générale complète les informations qu'elle a obtenues de l'Administration générale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances, au moyen des données résultant du bilan pétrolier mensuel qui est établi en vertu de l'arrêté royal du 15 novembre 2017 relatif à l'exigence de déclaration de biocarburants, d'huiles minérales et de leurs produits de substitution d'origine biologique.

Art. 26. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de financement des stocks stratégiques additionnels visés au chapitre 3, les modalités de financement des frais de fonctionnement y afférents d'ASEVA et les modalités de collecte de données nécessaires à ce financement. Tout arrêté pris en vertu de cet article est censé ne jamais avoir produit ses effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

Section 3. — Principes de gestion financière

Art. 27. ASEVA, est soumise au livre III, titre 3, chapitre 2 "Comptabilité des entreprises" du Code de droit économique. Elle établit sa comptabilité par année civile.

Art. 28. ASEVA ne poursuit aucun but lucratif.

Section 4. — Siège

Art. 29. Le siège de la société est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par le conseil d'administration.

Section 5. — Capital

Art. 30. Le capital d'ASEVA est fixé initialement à soixante-deux mille euros. Il est représenté par soixante-deux actions entièrement libérées, sans mention de valeur nominale, représentant chacune 1/62e du capital.

Art. 31. Toute émission de nouvelles actions est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. De nouvelles actions ne peuvent être souscrites que par l'État fédéral.

Art. 32. L'État fédéral ne peut céder ni les actions qui lui ont été attribuées lors de la création d'ASEVA, ni les actions résultant d'une augmentation du capital.

§ 3. De bijdrage wordt geïnd door ASEVA op basis van gegevens per geregistreerde aardoliemaatschappij die hij bekomt van de Algemene Directie en van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën. De bovenvermelde bijdrage wordt steeds op de factuur vermeld bij elke verkoop van de aardolieproducten bedoeld in artikel 3, § 1, tussen ondernemingen van de sector. De bijdrage wordt steeds op gedetailleerde wijze binnen de gehele handelsketen vermeld. Zij wordt aan de consument meegedeeld en aan hem doorgerekend via de prijsstructuur van de programma-overeenkomst betreffende een stelsel van maximumverkooprijzen voor aardolieproducten.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde bijdrage wordt niet geheven op aardolieproducten bedoeld in artikel 3, § 1, die het Ministerie van Landsverdediging aanwendt voor motorvoertuigen en vliegtuigen van militaire aard.

§ 5. ASEVA wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wetten en reglementen betreffende de belastingen, heffingen, rechten en vergoedingen van de Staat, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties van gemeenten.

Art. 25. § 1. De Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën meldt uiterlijk op de laatste werkdag van de tweede maand die volgt op een kwartaal, aan de Algemene Directie en aan ASEVA de uitslag tot verbruik van iedere natuurlijke of rechtspersoon in de loop van dat kwartaal.

De Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën geeft de Algemene Directie en ASEVA toegang tot de lijst van de ondernemingen die een accijnnummer voor aardolie en aardolieproducten hebben.

§ 2. De Algemene Directie vult de informatie die zij heeft ontvangen van de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën aan door middel van de gegevens van de maandelijksse petroleumbalans die is opgemaakt krachtens het koninklijk besluit van 15 november 2017 betreffende de rapportageverplichting van biobrandstoffen, minerale oliën en hun substitutieproducten van biologische oorsprong.

Art. 26. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de wijze van financiering van de bijkomende strategische voorraden bedoeld in hoofdstuk 3, de wijze van financiering van de daaraan gerelateerde werkingskosten van ASEVA, en ook de wijze van inzameling van de voor deze financiering benodigde gegevens. Elk besluit dat wordt vastgesteld krachtens dit artikel wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de twaalf maanden na datum van inwerkingtreding.

Afdeling 3. — Beginselen van financieel beheer

Art. 27. ASEVA is onderworpen aan boek III, titel 3, hoofdstuk 2 "Boekhouding van de ondernemingen" van het Wetboek van economisch recht. Het stelt zijn rekeningen per kalenderjaar op.

Art. 28. ASEVA streeft geen winstoogmerk na.

Afdeling 4. — Zetel

Art. 29. De zetel van de vennootschap is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, op de plaats die wordt vastgesteld door de raad van bestuur.

Afdeling 5. — Kapitaal

Art. 30. Het kapitaal van ASEVA wordt aanvankelijk vastgesteld op tweeënzestigduizend euro. Het wordt vertegenwoordigd door tweeënzestig volledig volgestorte aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, die elk 1/62e van het kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 31. Elke uitgifte van nieuwe aandelen is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Nieuwe aandelen kunnen niet worden opgenomen door andere personen dan de Federale Staat.

Art. 32. De Federale Staat mag de aandelen die hem bij de oprichting van ASEVA werden toegekend, evenals de aandelen voortkomend uit een kapitaalverhoging, niet overdragen.

Section 6. — Organisation

Art. 33. § 1^{er}. Les organes d'ASEVA sont:

- 1° l'assemblée générale;
- 2° le conseil d'administration.

§ 2. Le ministre ou son délégué, représente l'État fédéral à l'assemblée générale. L'assemblée générale n'exerce aucune autre attribution que celles qui lui sont réservées par les dispositions du Code des sociétés et des associations qui s'appliquent aux sociétés anonymes. L'assemblée générale nomme et révoque le président et les membres du conseil d'administration.

Art. 34. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé d'un président et de six membres:

- 1° le président et trois membres sont proposés par le gouvernement fédéral;
- 2° deux membres sont proposés par les fédérations professionnelles nationales représentatives du secteur pétrolier;
- 3° un membre est proposé par une fédération professionnelle nationale représentative de l'industrie.

Le directeur général participe au conseil d'administration avec voix consultative.

§ 2. Les mandats du président et des membres du conseil d'administration sont de cinq ans, renouvelables. Les mandats des membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés.

§ 3. Le conseil d'administration détermine la politique d'ASEVA afin de réaliser ses missions de service public et surveille les activités du directeur général. Il peut conférer au directeur général des délégations supplémentaires allant au-delà de sa gestion journalière.

Le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur qui organise son fonctionnement.

Le conseil d'administration établit, sur proposition du directeur général, les conditions et règles spécifiques pour l'achat, la vente et le rafraîchissement des stocks propres.

§ 4. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le fonctionnement et les autres compétences du conseil d'administration, ainsi que les incompatibilités avec le mandat de président et de membre du conseil d'administration.

Art. 35. § 1^{er}. Le directeur général est chargé, conformément à l'article 7:121 du Code des sociétés et des associations, de la gestion journalière des activités d'ASEVA et de la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration. Les statuts prévoient la manière dont ASEVA est valablement représentée pour sa gestion journalière.

Le directeur général est nommé, renouvelé et révoqué par le conseil d'administration. Il n'est pas actif dans une entreprise au sens de l'article I.4/1 du Code de droit économique. Le mandat du directeur général est de six ans et est renouvelable une fois.

Le directeur général est soumis à une évaluation annuelle par le conseil d'administration.

§ 2. Les droits, y compris la rémunération, et obligations du directeur général, sont réglés dans une convention spécifique conclue entre le directeur général et ASEVA, représentée par le conseil d'administration.

Cette convention est approuvée par le conseil d'administration et signée par le président. La rémunération du directeur général est à charge d'ASEVA. Le Roi fixe les incompatibilités avec le mandat de directeur général.

Art. 36. ASEVA est un organisme d'intérêt public. Le personnel d'ASEVA est recruté et employé en vertu de contrats de travail régis par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Section 7. — Statuts

Art. 37. Les statuts d'ASEVA sont fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Toute modification des statuts est décidée par l'assemblée générale mais ne produit ses effets qu'après leur approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Afdeling 6. — Organisatie

Art. 33. § 1. De organen van ASEVA zijn:

- 1° de algemene vergadering;
- 2° de raad van bestuur.

§ 2. De minister, of zijn afgevaardigde, vertegenwoordigt de Federale Staat op de algemene vergadering. De algemene vergadering oefent geen andere bevoegdheden uit dan deze welke haar zijn voorbehouden bij de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen. De algemene vergadering benoemt en ontslaat de voorzitter en de leden van de raad van bestuur.

Art. 34. § 1. De raad van bestuur bestaat uit een voorzitter en zes leden:

- 1° de voorzitter en drie leden worden voorgedragen door de overheid;
- 2° twee leden worden voorgedragen door de nationale beroepsfederaties die de aardoliesector vertegenwoordigen;
- 3° één lid wordt voorgedragen door een nationale beroepsfederatie die de industrie vertegenwoordigt.

De algemeen directeur neemt deel aan de raad van bestuur met een raadgevende stem.

§ 2. Het mandaat van voorzitter of lid van de raad van bestuur bedraagt vijf jaar en is hernieuwbaar. De mandaten van de leden van de raad van bestuur zijn onbezoldigd.

§ 3. De raad van bestuur bepaalt het beleid van ASEVA om zijn taken van openbare dienst te verwezenlijken en houdt toezicht op de activiteiten van de algemeen directeur. Hij kan aan de algemeen directeur bijkomende bevoegdheden toekennen die verder gaan dan het dagelijks bestuur.

De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement op, dat zijn werking organiseert.

Op voorstel van de algemeen directeur, stelt de raad van bestuur de voorwaarden en specifieke regels vast voor de aankoop, verkoop en verversing van de eigen voorraden.

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werking en verdere bevoegdheden van de raad van bestuur, evenals de onverenigbaarheden met het mandaat van voorzitter en van lid van de raad van bestuur.

Art. 35. § 1. Overeenkomstig artikel 7:121 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is de algemeen directeur belast, met het dagelijks bestuur van de activiteiten van ASEVA en met de tenuitvoerlegging van de besluiten van de raad van bestuur. De statuten bepalen de wijze waarop ASEVA geldig vertegenwoordigd is door zijn dagelijks bestuur.

De algemeen directeur wordt benoemd, zijn mandaat hernieuwd en ontslagen door de raad van bestuur. Hij is niet actief in een onderneming in de zin van artikel I.4/1 van het Wetboek van economisch recht. Het mandaat van algemeen directeur bedraagt zes jaar en is eenmaal hernieuwbaar.

De algemeen directeur wordt jaarlijks onderworpen aan een evaluatie door de raad van bestuur.

§ 2. De rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en plichten van de algemeen directeur worden geregeld door een specifieke overeenkomst die wordt afgesloten tussen de algemeen directeur en ASEVA, vertegenwoordigd door de raad van bestuur.

Deze overeenkomst wordt goedgekeurd door de raad van bestuur en ondertekend door de voorzitter. De bezoldiging van de algemeen directeur is ten laste van ASEVA. De Koning bepaalt de onverenigbaarheden met het mandaat van algemeen directeur.

Art. 36. ASEVA is een organisme van openbaar nut. Het personeel van ASEVA wordt aangeworven en tewerkgesteld krachtens arbeidsovereenkomsten beheerst door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Afdeling 7. — Statuten

Art. 37 De statuten van ASEVA worden door de Koning bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De algemene vergadering beslist over iedere wijziging van de statuten. De wijzigingen hebben evenwel slechts uitwerking na hun goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Section 8. — Contrat de gestion

Art. 38. Un contrat de gestion est conclu entre l'État fédéral et ASEVA, qui règle notamment les matières suivantes:

1° les modalités et conditions spécifiques des missions de service public visées à l'article 23;

2° les principes à suivre pour la bonne gestion d'ASEVA, notamment la libre concurrence entre fournisseurs, l'égalité de traitement entre les acteurs, la transparence des procédures, la vente des produits aux prix du marché, l'absence de spéculation, la mise en place d'un système de contrôle interne et externe, la coopération active entre ASEVA et l'État, la mise à disposition d'ASEVA des données nécessaires à l'exercice de ses missions de service public;

3° les éléments que le plan d'entreprise doit contenir et ses dates limites de communication et d'approbation;

4° la procédure de l'évaluation annuelle du contrat de gestion visée à l'article 41;

5° la procédure en cas de manquement par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion;

6° la manière dont les intérêts financiers de l'État fédéral sont garantis;

7° les obligations en matière de contrôle interne et externe pour toute matière ayant des répercussions financières ou concernant le personnel ou les marchés publics, notamment en ce qui concerne l'information préalable au commissaire du gouvernement, visés à l'article 43;

8° la politique à suivre pour l'assurance des stocks obligatoires et des stocks stratégiques additionnels.

Art. 39. Le contrat de gestion est négocié entre l'État fédéral, représenté par le ministre ou son délégué, et ASEVA, représentée par son directeur général.

Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration d'ASEVA et est signé par le ministre et le président du conseil d'administration.

Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 40. La mise en œuvre du contrat de gestion est évaluée chaque année dans le plan d'entreprise.

Art. 41. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de six ans et est révisable tous les deux ans, sur proposition d'une des parties ou des deux parties, selon la procédure prévue à l'article 39. Il peut être révisé à l'occasion de l'entrée en fonction d'un nouveau directeur général.

§ 2. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, le directeur général prépare un projet de nouveau contrat de gestion. Le nouveau contrat de gestion est négocié, approuvé et signé conformément à l'article 39.

Si à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge*.

Si un an après la prorogation visée à l'alinéa 2, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le ministre fixe des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 38. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 39.

Section 9. — Dispositions légales et réglementaires

Art. 42. ASEVA est soumise aux dispositions légales et réglementaires qui sont applicables aux sociétés anonymes pour autant qu'il n'y soit pas expressément dérogé par ou en vertu de la présente loi ou d'une autre loi.

Les articles 7:55 et 7:59, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations ne sont pas applicables à ASEVA.

ASEVA n'est pas soumise aux dispositions du livre XX "Insolvabilité des entreprises" du Code de droit économique, ses modifications ultérieures et tout acte ultérieur remplaçant le présent livre.

ASEVA bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses missions de service public.

Afdeling 8. — Beheerscontract

Art. 38. Tussen de federale overheid en ASEVA wordt een beheerscontract gesloten, dat onder andere het volgende vastlegt:

1° de specifieke regels en voorwaarden van de opdrachten van openbare dienst bedoeld in artikel 23;

2° de principes die moeten worden nageleefd voor een goed beheer van ASEVA, met name de vrije concurrentie tussen de leveranciers, de gelijke behandeling van de actoren, de transparantie van de procedures, de verkoop van producten aan marktprijzen, de afwezigheid van speculatie, het opzetten van een intern en extern controlesysteem, de actieve samenwerking tussen ASEVA en de Staat, ASEVA voorzien van de gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten van openbare dienst;

3° de elementen die het ondernemingsplan moet bevatten en de termijnen voor mededeling en goedkeuring;

4° de procedure voor de jaarlijkse evaluatie van het beheerscontract bedoeld in artikel 41;

5° de procedure in geval van niet-naleving door een partij van haar verbintenissen onder het beheerscontract;

6° de wijze waarop de financiële belangen van de Federale Staat worden gewaarborgd;

7° de interne en externe controleverplichtingen voor alle aangelegenheden met financiële gevolgen of betreffende het personeel of de overheidsopdrachten, inzonderheid met betrekking tot de voorafgaande informatie aan de regeringscommissaris, bedoeld in artikel 43;

8° het te volgen beleid voor de verzekering van de verplichte voorraden en de bijkomende strategische voorraden.

Art. 39. Het beheerscontract wordt onderhandeld tussen de Federale Staat, vertegenwoordigd door de minister of zijn vertegenwoordiger, en ASEVA, vertegenwoordigd door zijn algemeen directeur.

Het beheerscontract wordt ter goedkeuring aan de raad van bestuur van ASEVA voorgelegd en door de minister en de voorzitter van de raad van bestuur getekend.

Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit.

Art. 40. De uitvoering van het beheerscontract wordt jaarlijks geëvalueerd in het ondernemingsplan.

Art. 41. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor een periode van zes jaar en kan om de twee jaar worden herzien op voorstel van één of beide partijen, overeenkomstig de procedure van artikel 39. Het kan worden herzien ter gelegenheid van het aantreden van een nieuwe algemeen directeur.

§ 2. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van een beheerscontract, bereidt de algemeen directeur een ontwerp van nieuw beheerscontract voor. Het nieuwe beheerscontract wordt onderhandeld, goedgekeurd en getekend overeenkomstig artikel 39.

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, wordt het contract van rechtswege verlengd tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract in werking treedt. Deze verlenging wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Indien een jaar na de verlenging waarvan sprake in het tweede lid, geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, kan de minister voorlopige regels vaststellen betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 38. Deze voorlopige regels gelden als nieuw beheerscontract en zijn van toepassing tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 39, in werking treedt.

Afdeling 9. — Wettelijke en reglementaire bepalingen

Art. 42. ASEVA is onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen, in zoverre hiervan niet uitdrukkelijk door of krachtens deze wet of welke andere wet dan ook wordt afgeweken.

De artikelen 7:55 en 7:59, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn niet van toepassing op ASEVA.

ASEVA is niet onderworpen aan de bepalingen van boek XX. "Insolventie van de ondernemingen" van het Wetboek van economisch recht, de latere wijzigingen ervan en elke latere akte die dit boek vangt.

ASEVA geniet immuniteit van tenuitvoerlegging voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van zijn taken van openbare dienst.

Section 10. — Contrôle

Art. 43. ASEVA est soumise au pouvoir de contrôle du ministre. Ce contrôle est exercé par l'intervention d'un commissaire du gouvernement, nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du ministre.

Le commissaire du gouvernement veille au respect de la loi, des statuts d'ASEVA et du contrat de gestion.

Le Roi fixe les modalités concernant ce contrôle.

Art. 44. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts d'ASEVA, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un collège de deux réviseurs:

1° la Cour des comptes, qui nomme un réviseur parmi ses membres;

2° un réviseur nommé par le conseil d'administration parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

§ 2. La rémunération des réviseurs est à charge d'ASEVA.

§ 3. Le rapport visé à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations est transmis au conseil d'administration et au ministre.

§ 4. La Cour des comptes exerce son contrôle exclusivement sur la base du paragraphe 5.

§ 5. Avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné, le ministre communique les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du collège des réviseurs à la Cour des comptes pour vérification.

La Cour des comptes peut, à l'intervention de son représentant dans le collège des réviseurs, organiser un contrôle sur place des comptes et opérations ayant trait à l'exécution des missions de service public. La Cour peut publier les comptes dans son Cahier d'observations.

La Cour des comptes établit chaque année, à l'attention du Sénat et de la Chambre des représentants, un rapport relatif à la mise en œuvre des missions de service public.

Section 11. — Statut fiscal et dispositions diverses

Art. 45. ASEVA est considérée comme un établissement public au sens de l'article 6 de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'article 7 de la loi du 28 décembre 1992.

Art. 46. ASEVA est considérée comme un établissement public au sens de l'article 161 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Art. 47. ASEVA peut recevoir des dons et legs.

Section 12. — Dissolution

Art. 48. La dissolution d'ASEVA ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi.

Chapitre 7. Dispositions pénales et amendes administratives

Art. 49. Les infractions suite au non-respect des obligations de la présente loi et de ses arrêtés peuvent indistinctement faire l'objet d'une poursuite administrative immédiate ou, après renvoi du ministère public, d'une poursuite pénale.

La Direction générale peut fixer le montant de la sanction administrative.

Lorsque la voie judiciaire est choisie par les agents désignés à l'article 22, le procès-verbal est adressé au ministère public territorialement compétent. Le ministère public notifie aux agents compétents visés à l'article 22 sa décision d'intenter ou non les poursuites pénales ou de proposer une transaction visée à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du même Code. Lorsque le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales et à proposer une transaction visée à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du même Code, ou lorsque le ministère public n'a pas pris de décision dans un délai de soixante jours à compter du jour de la réception du procès-verbal de constatation de l'infraction, le directeur général ou son délégué décide s'il y a lieu d'entamer la procédure de sanction administrative.

Afdeling 10. — Controle

Art. 43. ASEVA staat onder de controlebevoegdheid van de minister. Deze controle wordt uitgeoefend door middel van een regeringscommissaris, benoemd en ontslagen door de Koning op de voordracht van de minister.

De regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, de statuten van ASEVA en het beheerscontract.

De Koning stelt de regels vast voor deze controle.

Art. 44. § 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid vanuit het oogpunt van de wet en van de statuten van ASEVA, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van twee revisoren:

1° een revisor door het Rekenhof onder zijn leden benoemd;

2° één revisor door de raad van bestuur benoemd, onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut van de bedrijfsrevisoren.

§ 2. De vergoeding van de revisoren is ten laste van ASEVA.

§ 3. Het in artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bedoelde verslag wordt overgezonden aan de raad van bestuur en aan de minister.

§ 4. Het Rekenhof oefent zijn toezicht uit uitsluitend op grond van paragraaf 5.

§ 5. Voor 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar, maakt de minister de jaarrekening, het beheersverslag en het verslag van het college van revisoren ter nazicht over aan het Rekenhof.

Het Rekenhof kan door bemiddeling van zijn vertegenwoordiger in het college van revisoren een toezicht ter plaatse inrichten op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van de taken van openbare dienst. Het Hof kan de rekeningen in zijn Opmerkingenboek bekendmaken.

Het Rekenhof stelt jaarlijks een verslag op bestemd voor de Senaat en de Kamer van volksvertegenwoordigers over de uitvoering van de taken van openbare dienst.

Afdeling 11. — Fiscaal statuut en diverse bepalingen

Art. 45. ASEVA wordt beschouwd als een openbare instelling in de zin van artikel 6 van de wet van 3 juli 1969 tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij artikel 7 van de wet van 28 december 1992.

Art. 46. ASEVA wordt beschouwd als een openbare instelling in de zin van artikel 161 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierrechten.

Art. 47. ASEVA kan schenkingen of legaten ontvangen.

Afdeling 12. — Ontbinding

Art. 48. De ontbinding van ASEVA kan slechts bij of krachtens de wet worden uitgesproken.

Hoofdstuk 7. — Strafbepalingen en administratieve boetes

Art. 49. Inbreuken die voortvloeien uit de niet-naleving van de verplichtingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten kunnen, zonder onderscheid, het onderwerp uitmaken van een onmiddellijke administratieve vervolging of, na verwijzing door het openbaar ministerie, van een strafrechtelijke procedure.

De Algemene Directie kan het bedrag van de administratieve sanctie vaststellen.

Wanneer de in artikel 22 aangewezen ambtenaren ervoor kiezen gerechtelijke stappen te nemen, wordt het proces-verbaal toegezonden aan het territoriaal bevoegde parket van de procureur des Konings. Het openbaar ministerie stelt de in artikel 22 bedoelde bevoegde ambtenaren in kennis van zijn beslissing om al dan niet een strafvervolging in te stellen of om een schikking in de zin van artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering of een strafbemiddeling in de zin van artikel 216ter van datzelfde wetboek voor te stellen. Wanneer het openbaar ministerie afziet van strafvervolging en geen schikking voorstelt zoals bepaald in artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering of een strafbemiddeling zoals bepaald in artikel 216ter van hetzelfde Wetboek, of wanneer het openbaar ministerie geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de dag van ontvangst van de aangifte van de inbreuk, beslist de algemeen directeur of zijn afgevaardigde of de procedure van de administratieve sanctie al dan niet wordt geleid.

La décision infligeant une amende administrative comprend notamment les éléments suivants:

1° les dispositions qui constituent la base juridique de la décision infligeant une amende administrative;

2° les références du procès-verbal constatant l'infraction et relatant les faits à propos desquels la procédure infligeant une amende administrative a été entamée;

3° la date de la notification de la possibilité de présenter des moyens de défense;

4° le cas échéant, la date à laquelle les moyens de défense ont été présentés, un relevé des moyens de défense présentés et la réplique à ces moyens de défense;

5° le montant de l'amende administrative, d'un maximum de cent mille euros, celle-ci devant être multipliée par les décimes additionnels en vigueur;

6° le cas échéant, la mesure dans laquelle et la manière dont il a été tenu compte des mesures prises;

7° les dispositions relatives au paiement de l'amende.

Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende administrative dans le délai de trois mois, le directeur général ou son délégué, transmet le dossier à l'administration du SPF Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales en vue du recouvrement de cette amende. À cet effet, le directeur général ou son délégué transmet une copie de la décision administrative à l'administration du SPF Finances. Les recouvrements à intenter par l'administration du SPF Finances se déroulent conformément aux articles 3 et 4 de la loi domaniale du 22 décembre 1949;

8° la disposition relative concernant le recours contre la décision, soit que le contrevenant qui conteste la décision infligeant une amende administrative introduit, à peine de forclusion, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision, un recours devant le Conseil d'État en application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Art. 50. Sont punis d'une amende égale à dix fois la contribution visée à l'article 24 due sur la quantité de produits pétroliers pour lesquels la contribution n'est pas versée à ASEVA, avec un minimum de 500 euros et un maximum de 100.000 euros: ceux qui ne respectent pas les dispositions liées à cette obligation.

Les mêmes sanctions sont prévues pour les sociétés du secteur de l'énergie non pétrolières qui ne respectent pas les dispositions des arrêtés royaux pris en application de l'article 26.

Art. 51. Sont punis d'une amende de 500 à 100.000 euros ou dix pour cent du chiffre d'affaires du contrevenant, calculé sur l'année qui a précédé l'infraction, sans toutefois dépasser 100.000 euros:

1° ceux qui mettent à la consommation et ne sont pas enregistrés auprès de la Direction générale;

2° ceux qui mettent sur le marché tout autre produit non pétrolier contribuant à l'approvisionnement énergétique et ne sont pas enregistrés auprès de la Direction générale;

3° ceux qui ne fournissent pas ou fournissent consciemment de façon incomplète ou incorrecte ou fournissent en retard, les données visées aux articles 15 et 16, §§ 1^{er} et 4;

4° ceux qui entravent le contrôle visé à l'article 22. En cas de récidive, l'amende sera doublée. Une récidive sera constatée si l'un des cas visés aux 1° à 4° se produit au moins deux fois ou si l'un des cas visés se produit consécutivement à l'un des autres cas visés. Le montant maximum de la sanction, même dans le cas d'une récidive, est de dix pour cent du chiffre d'affaires du contrevenant sans dépasser 100.000 euros.

Het besluit waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, bevat het volgende:

1° de bepalingen die de rechtsgrondslag vormen voor de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete;

2° de referenties van het proces-verbaal waarin de inbreuk wordt vastgesteld en de feiten worden opgesomd op grond waarvan de procedure tot oplegging van een administratieve geldboete is ingeleid;

3° de datum van de kennisgeving van de mogelijkheid tot het indienen van een verweerschrift;

4° in voorkomend geval, de datum waarop de verweerschriften zijn ingediend, een lijst van de ingediende verweerschriften en het antwoord op deze verweerschriften;

5° het bedrag van de administratieve geldboete, met een maximum van honderdduizend euro, dat moet worden vermenigvuldigd met de geldende opdecimen;

6° in voorkomend geval, de mate waarin en de wijze waarop met de genomen maatregelen rekening is gehouden;

7° de bepalingen betreffende de betaling van de boete.

Als de overtreder de administratieve geldboete niet binnen drie maanden betaalt, stuurt de algemeen directeur of zijn afgevaardigde het dossier door naar de administratie van de FOD Financiën die belast is met de inning en invordering van niet-fiscale schulden, met het oog op de inning van de boete. Daartoe zendt de algemeen directeur of zijn afgevaardigde een afschrift van de administratieve beslissing naar de administratie van de FOD Financiën. De terugvorderingen die door de administratie van de FOD moeten worden uitgevoerd, geschieden overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van de domaniale wet van 22 december 1949;

8° de bepaling betreffende het beroep tegen de beslissing, namelijk dat de overtreder die de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete betwist, op straffe van verval binnen zestig dagen na de betekening van de beslissing beroep instelt bij de Raad van State, in toepassing van artikel 14, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Art. 50. Worden gestraft met een geldboete gelijk aan tienmaal de bijdrage bedoeld in artikel 24 verschuldigd op de hoeveelheid aardolieproducten waarvoor de bijdrage niet aan ASEVA werd doorgestort, met een minimum van 500 euro en een maximum van 100.000 euro: zij die de bepalingen verbonden met deze verplichting overtreden.

Dezelfde sancties zijn van toepassing op de ondernemingen van de niet-aardolie gerelateerde energiesector die de bepalingen van de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 26 niet naleven.

Art. 51. Worden gestraft met een geldboete van 500 tot 100.000 euro of tien procent van de omzet van de overtreder, berekend over het jaar voorafgaand aan de overtreding, maar niet meer dan 100.000 euro:

1° zij die uitslaan tot verbruik en niet geregistreerd zijn bij de Algemene Directie;

2° zij die andere niet-aardolie gerelateerde producten die bijdragen tot de energievoorrading op de markt brengen en die niet bij de Algemene Directie zijn geregistreerd;

3° zij die niet, of opzettelijk op onvolledige of incorrecte wijze of laattijdig de gegevens verstrekken bedoeld in de artikelen 15 en 16, §§ 1 en 4;

4° zij die het toezicht bedoeld in artikel 22 verhinderen. In geval van herhaling wordt de geldboete verdubbeld. Van een herhaling zal sprake zijn indien één van de gevallen bedoeld in de bepalingen onder 1° tot en met 4° zich minstens tweemaal voordoet of indien één van de genoemde gevallen zich opvolgend voordoet op één van de andere genoemde gevallen. Het maximumbedrag van de sanctie bedraagt, ook bij herhaling, tien procent van de omzet van de overtreder, zonder de 100.000 euro te overschrijden.

Art. 52. § 1^{er}. Les dispositions du livre 1 du Code pénal sont applicables aux infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution. Les sociétés sont civilement responsables des amendes auxquelles leurs administrateurs, gérants ou mandataires sont condamnés pour de telles infractions.

§ 2. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire et des agents de la Direction générale de l'Inspection économique, les agents de la Direction générale sont compétents pour rechercher et constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci. Ces agents peuvent:

1° accéder aux bâtiments, ateliers et leurs dépendances pendant les heures d'ouverture ou de travail, lorsque ceci est nécessaire à l'exercice de leur mission;

2° faire toutes les constatations utiles et consulter sur place ou emporter contre remise d'un récépissé des documents, pièces, livres et registres nécessaires à l'enquête et à la constatation.

Lorsque les actes ont le caractère d'une perquisition, ils ne peuvent être accomplis par les agents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, que sur autorisation du juge d'instruction ou du président du tribunal de première instance saisi sur requête.

L'autorisation du juge d'instruction est requise lorsque le lieu visité par les agents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, constitue à la fois un domicile privé et un lieu où une activité professionnelle est exercée.

Chapitre 8. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 53. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis du conseil d'administration d'ASEVA, prendre, en matière de stocks obligatoires et de stocks additionnels, toute mesure nécessaire pour assurer l'exécution des obligations résultant de traités internationaux, ou d'actes internationaux pris en vertu de ceux-ci. Ces mesures peuvent comprendre l'abrogation, la modification, l'addition et le remplacement de dispositions législatives existantes.

Lors de la demande d'avis au conseil d'administration, le ministre fixe le délai dans lequel l'avis du conseil d'administration doit être donné. Si aucun avis n'est donné dans ce délai, il est réputé d'avoir été donné.

Tout arrêté pris en vertu du alinéa 1^{er} est censé ne jamais avoir produit ses effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 54. Les dispositions législatives, réglementaires et administratives existantes qui font référence à la loi du 26 janvier 2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises, abrogée par la présente loi sont interprétées comme faisant référence à la présente loi.

Art. 55. Dans l'article 180, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2022, le 13° est remplacé par ce qui suit:

"13° la société anonyme de droit public ASEVA."

Art. 56. Sont abrogés:

1° les articles 2 à 5 de la loi du 13 juillet 1976 portant approbation de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, et de l'Annexe, faits à Paris le 18 novembre 1974, modifiée par les lois des 20 juillet 2006 et 15 mars 2020;

2° la loi du 26 janvier 2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 avril 2022;

3° l'arrêté royal du 15 juin 2006 fixant la quantité-seuil et l'obligation de stockage individuelle.

Art. 52. § 1. De bepalingen van het boek 1 van het Strafwetboek zijn van toepassing op overtredingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. De vennootschappen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de geldboetes waartoe hun bestuurders, zaakvoerders of lasthebbers wegens dergelijke inbreuken worden veroordeeld.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie en de ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie, zijn de ambtenaren van de Algemene Directie bevoegd om overtredingen van deze wet en de ter uitvoering ervan uitgevaardigde besluiten te onderzoeken en vast te stellen. Deze ambtenaren kunnen:

1° toegang hebben tot gebouwen, werkplaatsen en hun bijgebouwen tijdens de openingsuren of de werkuren, wanneer dit noodzakelijk is voor de uitoefening van hun opdracht;

2° alle nuttige vaststellingen te doen en ter plaatse overleg te plegen of, tegen afgifte van een ontvangstbewijs, de voor het onderzoek en de vaststelling nodige documenten, boeken en registers mee te nemen.

Wanneer de handelingen het karakter van een huiszoeking hebben, mogen zij door de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren alleen worden verricht met machtiging van de onderzoeksrechter of van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarbij op verzoek de zaak aanhangig is gemaakt.

De toestemming van de onderzoeksrechter is vereist wanneer de plaats die door de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren wordt bezocht zowel een privéwoning is als een plaats waar een beroepsactiviteit wordt uitgeoefend.

Hoofdstuk 8. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 53. De Koning kan, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de raad van bestuur van ASEVA, op het gebied van verplichte en bijkomende voorraden, elke maatregel nemen, die nodig is om de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit internationale verdragen of internationale akten die op grond daarvan zijn vastgesteld, te waarborgen. Deze maatregelen kunnen de opheffing, wijziging, aanvulling en vervanging van bestaande wettelijke bepalingen omvatten.

Bij de adviesaanvraag aan de raad van bestuur stelt de minister de termijn vast binnen dewelke het advies moet worden gegeven. Indien er binnen deze termijn geen advies wordt gegeven, is het geacht gegeven te zijn.

Elk besluit dat wordt vastgesteld krachtens het eerste lid wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de twaalf maanden na de datum van inwerking-treding.

Art. 54. Bestaande wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die verwijzen naar de wet van 26 januari 2006 betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten en de oprichting van een agentschap voor het beheer van een deel van deze voorraad en tot wijziging van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, en het verkeer daarvan en de controles daarop, die bij deze wet wordt opgeheven, worden geïnterpreteerd als verwijzingen naar deze wet.

Art. 55. In artikel 180, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2022, wordt de bepaling onder 13° vervangen als volgt:

"13° de naamloze vennootschap van publiek recht ASEVA."

Art. 56. Opgeheven worden:

1° de artikelen 2 tot 5 van de wet van 13 juli 1976 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma en zijn Bijlage, opgemaakt te Parijs op 18 november 1974, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 2006 en 15 maart 2020;

2° de wet van 26 januari 2006 betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten en de oprichting van een agentschap voor het beheer van een deel van deze voorraad en tot wijziging van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, en het verkeer daarvan en de controles daarop, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 2022;

3° het koninklijk besluit van 15 juni 2006 tot vaststelling van de drempelhoeveelheid en de individuele voorraadplicht.

Art. 57. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Finances,

V. VAN PETEGHEM

La Ministre de l'Energie,

T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—————
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3669 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 14 décembre 2023

Art. 57. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

De Minister van Energie,

T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3669 (2022/2023)

Integraal Verslag : 14 december 2023

Annexe 1

**MÉTHODE DE CALCUL DE L'ÉQUIVALENT
EN PÉTROLE BRUT DES IMPORTATIONS
DES PRODUITS PÉTROLIERS**

L'équivalent en pétrole brut des importations de produits pétroliers visé à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, doit être établi selon la méthode suivante:

1) on calcule la somme des importations nettes de pétrole brut, liquides de gaz naturel (LGN), produits d'alimentation des raffineries et autres hydrocarbures, tels que définis à l'annexe A, chapitre 3.4. du règlement (CE) n° 1099/2008, ajustée pour prendre en compte des éventuelles variations de stocks. De la valeur obtenue est soustraite la valeur la plus haute des valeurs suivantes pour le rendement de naphta: quatre pour cent; taux moyen de rendement en naphta; consommation effective nette de naphta.

2) l'on calcule la somme des importations nettes de tous les autres produits pétroliers, tels que définis à l'annexe A, chapitre 3.4. du règlement (CE) n° 1099/2008, hormis le naphta, ajustée pour prendre en compte les variations de stocks, et multipliée par 1,065.

La somme des valeurs obtenues aux points 1) et 2) représente l'équivalent en pétrole brut.

Les soutes maritimes internationales ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Vu pour être annexé à la loi du ... relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers, à la détention de stocks stratégiques additionnels destinés à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique, à la gestion de crise d'approvisionnement pétrolière et à l'organisation d'ASEVA.

Bijlage 1

**WIJZE VAN BEREKENING
VAN HET RUWE AARDOLIE-EQUIVALENT
VAN DE INGEVOERDE AARDOLIEPRODUCTEN**

Het in artikel 4, § 2, eerste lid, bedoelde ruwe aardolie-equivalent van de ingevoerde aardolieproducten moet als volgt worden bepaald:

1) de som van de netto-invoer van ruwe aardolie, vloeibare aardgassen (LNG), raffinagegrondstoffen en overige koolwaterstoffen als gedefinieerd in hoofdstuk 3.4. van bijlage A bij Verordening (EG) nr. 1099/2008, wordt berekend en gecorrigeerd voor eventuele voorraadschommelingen. Van het verkregen getal wordt het hoogste van de volgende getallen afgetrokken voor het rendement van nafta: vier procent; het gemiddelde rendement van nafta; het werkelijke netto-verbruik van nafta.

2) de som van de netto-invoer van alle overige aardolieproducten als gedefinieerd in hoofdstuk 3.4. van bijlage A bij Verordening (EG) nr. 1099/2008, zonder nafta, wordt berekend en gecorrigeerd voor eventuele voorraadschommelingen en vermenigvuldigd met factor 1,065.

Het ruwe aardolie-equivalent wordt verkregen door de eindbedragen van de stappen 1) en 2) bij elkaar op te tellen.

Bunkervorraden van de internationale zeescheepvaart worden niet meegerekend.

Gezien om gevoegd te worden bij de wet van ... betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten, de aanhouding van bijkomende strategische voorraden voor de energiebevoorrading van het land in geval van een energiecrisis, het beheer van een aardoliebevoorradingscrisis en de organisatie van ASEVA.

DOC 55 3669/003

Annexe 2

**MÉTHODE DE CALCUL
DE L'ÉQUIVALENT EN PÉTROLE BRUT
DE LA CONSOMMATION INTÉRIEURE**

Aux fins de l'article 4, § 2, deuxième alinéa, l'équivalent en pétrole brut de la consommation intérieure doit être calculé selon la méthode suivante:

La consommation intérieure est établie par l'addition des "livraisons intérieures brutes observées" agrégées, visées à l'annexe C, section 3.2.2.11., du règlement (CE) n° 1099/2008, des seuls produits suivants: essence moteur, essence aviation, carburéacteur type essence (carburéacteur type naphta ou JP4), carburéacteur type kérosène, pétrole lampant, gazole/carburant diesel (fuel-oil distillé) et fuel-oil (à haute et à basse teneur en soufre) tels que définis à l'annexe A, chapitre 3.4. du règlement. Les soutes maritimes internationales ne sont pas prises en compte dans le calcul.

L'équivalent en pétrole brut de la consommation intérieure est calculé par l'application d'un coefficient multiplicateur de 1,2.

Bijlage 2

**WIJZE VAN BEREKENING
VAN HET RUWE AARDOLIE-EQUIVALENT
VAN HET BINNENLANDS VERBRUIK**

Voor de toepassing van artikel 4, § 2, tweede lid, moet het ruwe aardolie-equivalent van het binnenlands verbruik als volgt worden berekend:

Het binnenlandse verbruik wordt gevormd door de som van uitsluitend de volgende producten uit het aggregaat "waargenomen bruto binnenlandse leveringen", bedoeld in bijlage C, sectie 3.2.2.11 van de Verordening (EG) nr. 1099/2008: motorbenzine, vliegtuigbenzine, lichte reactiemotorbrandstof (reactiemotorbrandstof van het naftatype of JP4), reactiemotorbrandstof van het kerosinetype, lamppetroleum, gasolie/dieselolie (aardoliedistillaat), stookolie (met hoog en laag zwavelgehalte) als gedefinieerd in de bijlage A, hoofdstuk 3.4 van de Verordening (EG) nr. 1099/2008. Bunkervoorraden van de internationale zeescheepvaart worden niet meegerekend.

Het ruwe aardolie-equivalent van het binnenlands verbruik wordt berekend door vermenigvuldiging met een factor 1,2.

Annexe 3

**MÉTHODES DE CALCUL
DU NIVEAU
DE STOCKS DÉTENUS**

Les méthodes suivantes doivent être appliquées pour le calcul du niveau de stocks:

Sans préjudice du cas visé à l'article 7, § 4, aucune quantité ne peut être prise plusieurs fois en compte en tant que stock.

Les stocks de pétrole brut sont diminués de quatre pour cent, correspondant à un taux moyen de rendement en naphtha.

Les stocks de naphtha, de même que les stocks de produits pétroliers pour les soutes maritimes internationales, ne sont pas pris en compte.

Les stocks des produits suivants: essence moteur, essence aviation, carburéacteur type essence (carburéacteur type naphtha ou JP4), carburéacteur type kérosène, pétrole lampant, gazole/carburant diesel (fuel-oil distillé), fuel-oil (à haute et à basse teneur en soufre), sont comptabilisés dans les stocks en établissant l'équivalent en pétrole brut de ceux-ci et en multipliant les quantités par 1,2.

Lors du calcul de stocks, les quantités de stocks calculées selon ce qui précède doivent être réduites de dix pour cent. Ce pourcentage de réduction s'applique à l'ensemble des quantités prises en compte dans un calcul déterminé. Cependant, la réduction de dix pour cent n'est pas appliquée pour le calcul du niveau des stocks spécifiques ni pour le calcul du niveau des différentes catégories de stocks spécifiques, lorsque ces stocks spécifiques ou catégories sont considérés séparément des stocks obligatoires, notamment dans le but de vérifier que le niveau minimal de jours de consommation que le ministre peut décider conformément à l'article 8, est respecté.

Peuvent être prises en compte dans le calcul des stocks obligatoires les quantités détenues:

- 1° dans les réservoirs des raffineries;
- 2° dans les terminaux de charge;

Bijlage 3

**METHODEN VOOR HET BEREKENEN
VAN HET NIVEAU
VAN DE AANGEHOUDEN VOORRADEN**

De onderstaande methoden moeten worden gebruikt voor het berekenen van het niveau van de voorraden:

Onverminderd het in artikel 7, § 4, bedoelde geval, kan geen enkele hoeveelheid meer dan eenmaal als voorraad worden meegerekend.

Op de voorraden ruwe aardolie wordt vier procent in mindering gebracht, een percentage dat overeenkomt met een gemiddeld rendementsniveau van nafta.

De voorraden nafta en de voorraden aardolieproducten die bestemd zijn als bunkervoorraden van de internationale zeescheepvaart worden niet meegerekend.

De voorraden van de volgende producten: motorbenzine, vliegtuigbenzine, lichte reactiemotorbrandstof (reactiemotorbrandstof van het naftatype of JP4), reactiemotorbrandstof van het kerosinetype, lamppetroleum, gasolie/dieselolie (aardoliedistillaat), stookolie (met laag en hoog zwavelgehalte), mogen in de voorraden worden opgenomen door het equivalent in ruwe aardolie daarvan te berekenen en de hoeveelheden met een factor 1,2 te vermenigvuldigen.

Bij het berekenen van de voorraden worden de voorraden die overeenkomstig het bovenstaande zijn berekend met tien procent verminderd. Dit percentage dient op het totaal van de hoeveelheden, die in een bepaalde berekening zijn meegenomen, in mindering te worden gebracht. De vermindering van tien procent wordt evenwel niet toegepast bij het berekenen van het niveau van de speciale voorraden, noch bij het berekenen van de verschillende categorieën speciale voorraden, indien deze speciale voorraden of categorieën afzonderlijk van de verplichte voorraden worden beschouwd, met name om te controleren of het minimumaantal verbruiksdagen dat de minister overeenkomstig artikel 8 kan bepalen in acht wordt genomen.

De volgende hoeveelheden kunnen in aanmerking worden genomen bij de berekening van de verplichte voorraden:

- 1° in de tanks van raffinaderijen;
- 2° in laadterminals;

DOC 55 **3669/003**

3° dans les réservoirs d'alimentation des oléoducs;

4° dans les chalands;

5° dans les caboteurs-citernes pétroliers;

6° dans les pétroliers séjournant dans les ports;

7° dans les soutes des bateaux de navigation intérieure;

8° dans le fond des réservoirs;

9° sous forme de stocks d'exploitation;

10° par d'importants consommateurs en vertu d'obligation légales ou d'autres prescriptions des pouvoirs publics.

Toutefois, ces quantités, à l'exception de celles qui pourraient être détenues dans les réservoirs des raffineries, dans les réservoirs d'alimentation des oléoducs ou dans les terminaux de charge, ne peuvent pas être prises en compte dans le calcul des niveaux des stocks spécifiques, lorsque les niveaux de ces derniers sont calculés séparément des stocks obligatoires.

Ne peuvent pas être comptés parmi les stocks obligatoires:

1° le pétrole brut se trouvant dans les gisements;

2° les quantités destinées aux soutes pour la navigation maritime;

3° les quantités en transit direct;

4° les quantités se trouvant dans les oléoducs et dans les camions-citernes et wagons-citernes;

5° les quantités se trouvant dans les réservoirs des stations-service et auprès des petits consommateurs;

6° les quantités dans les conduites et les installations de traitement des raffineries;

7° les quantités se trouvant sur des barges à l'intérieur du pays;

8° les quantités détenues par les forces armées, ainsi que celles réservées contractuellement pour ces dernières par les sociétés pétrolières;

9° les quantités réservées contractuellement pour la pétrochimie ou autres grands consommateurs.

3° in aanvoertanks voor pijpleidingen;

4° in schuiten;

5° in olietankers voor de kust;

6° in olietankers in havens;

7° in de bunkers van binnenschepen;

8° in de bodem van tanks;

9° in de vorm van werkvoorraden;

10° door grootverbruikers uit hoofde van wettelijke verplichtingen of andere vereisten van overheidsinstanties.

Deze hoeveelheden, met uitzondering van de hoeveelheden die kunnen worden opgeslagen in tanks van raffinaderijen, aanvoertanks voor pijpleidingen of laadterminals, mogen echter niet worden meegeteld bij de berekening van het niveau van de speciale voorraden, wanneer het niveau van deze laatste afzonderlijk van de verplichte voorraden wordt berekend.

Kunnen niet tot de verplichte voorraden worden gerekend:

1° de ruwe aardolie welke in bodemlagen voorkomen;

2° de hoeveelheden die bestemd zijn voor bunker-voorraden voor de zeevaart;

3° de hoeveelheden die zich in rechtstreeks doorvoerverkeer bevinden;

4° de hoeveelheden die zich in de oliepijpleidingen en de tankwagens en tankwagons bevinden;

5° de hoeveelheden die aanwezig zijn in de reservoirs van de benzinestations en kleine gebruikers;

6° de hoeveelheden in de leidingen en de proces-eenheden van raffinaderijen;

7° de hoeveelheden die zich bevinden op binnenschepen binnen 's Lands grenzen;

8° de hoeveelheden die door de strijdkrachten worden gehouden, en ook de hoeveelheden die voor deze laatste bij de aardoliemaatschappijen contractueel zijn gereserveerd;

9° de hoeveelheden die contractueel voor de petrochemie of andere grootverbruikers worden gereserveerd.

Vu pour être annexé à la loi du 21 décembre 2023 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers, à la détention de stocks stratégiques additionnels destinés à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique, à la gestion de crise d'approvisionnement pétrolière et à l'organisation d'ASEVA.

Gezien om gevoegd te worden bij de wet van 21 december 2023 betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten, de aanhouding van bijkomende strategische voorraden voor de energiebevoorrading van het land in geval van een energiecrisis, het beheer van een aardoliebevoorradingscrisis en de organisatie van ASEVA.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/48578]

22 DECEMBRE 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 juin 2014 désignant les objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, visés dans le livre V du Code de droit économique et fixant les prix maxima et marges maxima des médicaments et des objets, appareils et substances assimilés à des médicaments

Le Ministre de l'Economie et le Ministre des Affaires sociales,

Vu le Code de droit économique, l'article V.12, § 2, inséré par la loi du 3 avril 2013;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2014 désignant les objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, visés dans le livre V du Code de droit économique et fixant les prix maxima et marges maxima des médicaments et des objets, appareils et substances assimilés à des médicaments;

Vu l'avis de la Commission des prix des spécialités pharmaceutiques, donné le 24 novembre 2023;

Vu l'avis de la Commission de régulation des prix, donné le 24 novembre 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2023;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté ministériel doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2024 compte tenu du contexte économique actuel de forte inflation affectant le secteur des grossistes et qui nécessite l'indexation de la marge économique du grossiste et du fait que la marge économique du grossiste n'a été indexée qu'une seule fois depuis mars 2016, soit le 1^{er} janvier 2023, alors que la marge économique du pharmacien, qui travaille dans le même secteur pharmaceutique et dans le même contexte économique, a récemment été indexée le 1^{er} janvier 2020, le 1^{er} janvier 2021, le 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} juin 2022;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de cinq jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 12 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.084/1;

Vu la décision de la section de législation du 13 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 5, 1^o, de l'arrêté ministériel du 17 juin 2014 désignant les objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, visés dans le livre V du Code de droit économique et fixant les prix maxima et marges maxima des médicaments et des objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, modifié par les arrêtés ministériels du 21 décembre 2018 et du 21 décembre 2022, les a) et b), alinéas 1^{er} et 2, sont remplacés par ce qui suit:

« a) pour le grossiste:

– 0,38 euros, si le prix de vente ex-usine, T.V.A. non comprise, du médicament est inférieur à 2,35 euros;

– 16,2 % du prix de vente ex-usine, T.V.A. non comprise, du médicament, si ce prix est supérieur ou égal à 2,35 euros et inférieur ou égal à 13,33 euros;

– 2,16 euros + 0,98 % de la partie du prix de vente ex-usine, T.V.A. non comprise, du médicament dépassant 13,33 euros, si ce prix est supérieur à 13,33 euros;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/48578]

22 DECEMBER 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 juni 2014 tot aanwijzing van de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties als bedoeld in boek V van het Wetboek van economisch recht en tot vaststelling van de maximumprijzen en maximummarges van de geneesmiddelen en de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties

De Minister van Economie en de Minister van Sociale Zaken,

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel V.12, § 2, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juni 2014 tot aanwijzing van de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties als bedoeld in boek V van het Wetboek van economisch recht en tot vaststelling van de maximumprijzen en maximummarges van de geneesmiddelen en de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties;

Gelet op het advies van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten, gegeven op 24 november 2023;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen, gegeven op 24 november 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatsecretaris voor Begroting, d.d. 21 december 2023;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat dit ministerieel besluit in werking zou moeten treden op 1 januari 2024 rekening houdend met de huidige economische context van hoge inflatie die de sector van de groothandelaars treft en die de indexering van de economische marge van de groothandelaar noodzakelijk maakt en het feit dat de economische marge van de groothandelaar slechts één keer geïndexeerd is sinds maart 2016, namelijk op 1 januari 2023, terwijl de economische marge van de apotheker, die werkzaam is in dezelfde sector van de geneesmiddelen en dezelfde economische context, recent nog geïndexeerd is geweest op 1 januari 2020, 1 januari 2021, 1 januari 2022 en 1 juni 2022;

Gelet op de adviesaanvraag aan de Raad van State binnen een termijn van vijf dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 12 december 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.084/1;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 13 december 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 5, 1^o, van het ministerieel besluit van 17 juni 2014 tot aanwijzing van de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties als bedoeld in boek V van het Wetboek van economisch recht en tot vaststelling van de maximumprijzen en maximummarges van de geneesmiddelen en de met geneesmiddelen gelijkgestelde voorwerpen, apparaten en substanties, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 december 2018 en 21 december 2022, worden de bepalingen onder a) en b), eerste en tweede lid, vervangen als volgt:

“a) voor de groothandelaar:

– 0,38 euro, als de verkoopprijs af-fabriek, btw niet inbegrepen, van het geneesmiddel lager is dan 2,35 euro;

– 16,2 % van de verkoopprijs af-fabriek, btw niet inbegrepen, van het geneesmiddel, als deze prijs hoger is dan of gelijk is aan 2,35 euro en lager is dan of gelijk is aan 13,33 euro;

– 2,16 euro + 0,98 % van het gedeelte van de verkoopprijs af-fabriek, btw niet inbegrepen, van het geneesmiddel, boven 13,33 euro, als deze prijs hoger is dan 13,33 euro;